

100 HÉROS DE L'INFORMATION

Journée mondiale de la liberté de la presse 2014 RSF PUBLIE LA LISTE DES "100 HÉROS DE L'INFORMATION"

A l'occasion de la Journée mondiale de la presse 2014, Reporters sans frontières (RSF) publie pour la première fois une liste de "100 héros de l'information". Dotés d'un courage exemplaire, ces "100 héros" contribuent, par leur travail ou leur combat, à promouvoir la liberté prévue par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, celle de "chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit". Les "100 héros" mettent leur idéal "au service du bien commun". A ce titre, ils ont valeur d'exemple.

"La Journée mondiale de la liberté de la presse, dont Reporters sans frontières fut à l'origine, doit être l'occasion de saluer le courage de ces journalistes et blogueurs qui sacrifient chaque jour leur sécurité et parfois leur vie à leur vocation, déclare Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. Les "héros de l'information" sont une source d'inspiration pour toutes les femmes et tous les hommes qui aspirent à la liberté. Sans leur détermination et celle de tous leurs semblables, il ne serait pas possible d'étendre le domaine de la liberté tout court".

La liste de Reporters sans frontières, naturellement non exhaustive, est une reconnaissance et un hommage non seulement pour les 100 personnalités citées, célèbres ou méconnues, mais pour tous les journalistes, professionnels ou non, qui participent chaque jour à éclairer le monde et à rendre compte du réel sous toutes ses formes. Cette initiative a pour objet de démontrer que le combat pour la défense et la promotion de la liberté de l'information passe par un soutien intense aux victimes d'exactions mais aussi par l'érection de figures qui peuvent servir de références.

La liste des "100 héros de l'information" comprend des femmes et des hommes de tous âges (de 25 à 75 ans) et de toutes nationalités (65 nationalités représentées). Le cadet, **Oudom Tat**, est cambodgien, et l'aîné, **Muhammed Ziauddin**, pakistanais. Vingt-cinq des héros sont issus de la zone Asie-Pacifique, vingt du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, contre 8 du continent européen. L'Iran, la Russie, la Chine, l'Érythrée, l'Azerbaïdjan, le Mexique et le Vietnam, sont représentés par au moins trois héros chacun. Figurent dans la liste des 100 des personnalités aussi différentes qu'**Anabel Hernandez**, auteur d'un best-seller sur la collusion de personnalités politiques mexicaines avec le crime organisé, **Ismail Saymaz**, journaliste turc poursuivi en justice une vingtaine de fois pour ses reportages, **Hassan Ruvakuki**, emprisonné pendant 15 mois au Burundi pour avoir tendu son micro à des mouvements rebelles, et **Gerard Ryle**, directeur de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), qui a contribué à l'émergence d'enquêtes journalistiques globales.

Certains travaillent dans des démocraties. C'est le cas de **Glenn Greenwald** et **Laura Poitras**, ressortissants américains à l'origine de la révélation des pratiques de surveillance massive des services de renseignement de sécurité américains et britanniques. D'autres exercent dans les régimes les plus autoritaires qui soient, comme la journaliste iranienne **Jila Bani Yaghoob**. Tous ne sont pas journalistes professionnels. Ainsi, le citoyen journaliste vietnamien **Le Ngoc Thanh** est aussi prêtre catholique. Nombre d'entre eux, à l'instar du journaliste italien spécialisé dans le crime organisé **Lirio Abbate**, ont fait de la corruption et de la criminalité dans leur pays leur cheval de bataille. C'est le cas de **Peter John Jaban**, animateur radio en Malaisie longtemps exilé à Londres, de **Serhiy Lechtchenko**, journaliste d'investigation ukrainien, et du bulgare **Assen Yordanov**, qui fait régulièrement l'objet de menaces de mort. Parmi ces portraits, Reporters sans frontières a également tenu à faire figurer des militants tels que **María Pía Matta**, engagée auprès de l'AMARC pendant près de 10 ans pour la liberté des radios communautaires d'Amériques du Sud.

Le courage est le dénominateur commun à toutes ces personnalités. En Ouzbékistan, les autorités n'ont pas hésité à torturer **Muhammad Bekjanov** pour lui extorquer des aveux. Il est détenu depuis 15 ans, privé de soins malgré sa tuberculose. En Érythrée, dernier pays au classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières pour la septième fois en 2014, **Dawit Isaac** croupit dans les geôles du dictateur Afeworki depuis 13 ans. **Mazen Darwish**, fondateur du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression et lauréat du prix RSF 2012, est incarcéré depuis plus de deux ans par le régime de Bachar Al-Assad.



NAJIBA AYUBI
Afghanistan / Asie-Pacifique

Journaliste, activiste et femme : Najiba Ayubi cumule les handicaps au « pays des aigles ». Mais la directrice du Killid Group, un réseau de médias à but non lucratif qui publie les deux magazines les plus populaires du pays (*Killid Weekly* et *Mursal Weekly*) et gère huit radios écoutées par 12 millions d'Afghans, ne se laisse jamais intimider. A ce chef de la police qui lui disait : « Vous vous rendez compte que vous êtes une femme ? », elle a répondu en diffusant le reportage qu'il

souhaitait étouffer. Et face aux deux hommes armés qui ont fait un jour irruption dans sa maison et terrorisé sa mère, elle a réagi comme devant toutes les autres menaces : sans peur. En 2013, elle a reçu le prix du courage journalistique décerné par l'*International Women's Media Foundation*.



ZAW PHAY
Birmanie / Asie-Pacifique

Journaliste chevronné, Zaw Phay fait ses débuts à *Democratic Voice of Burma* (aujourd'hui DVB Multimedia Group) en tant que

vidéo journaliste clandestin (VJ) durant la Révolution de Safran de 2007. Ancien prisonnier politique, Zaw Phay écope en 2010 d'une peine de trois ans d'emprisonnement pour avoir filmé « sans autorisation ». Il enquêtait sur une pénurie d'eau dans la municipalité de Nat Mauk dans la province de Magwe (Centre). Relâché lors de l'amnistie de janvier 2012, le journaliste s'est aussitôt remis au travail. Quelques mois plus tard, alors qu'il menait des investigations sur un programme éducatif dans le district de Magwe, financé par le Japon, Zaw Phay paie à nouveau le prix fort pour son assiduité journalistique. Un fonctionnaire du bureau local du Ministère de l'Education porte plainte au pénal pour « intrusion » et « perturbation d'un fonctionnaire en service ». En avril 2014, soit près de deux ans après les faits, Zaw Phay est condamné à un an de prison en vertu des articles 448 et 353 du Code pénal. Il est actuellement détenu à la prison de Thet, dans le centre du pays.



ASSEN YORDANOV
Bulgarie / Union européenne
et Balkans

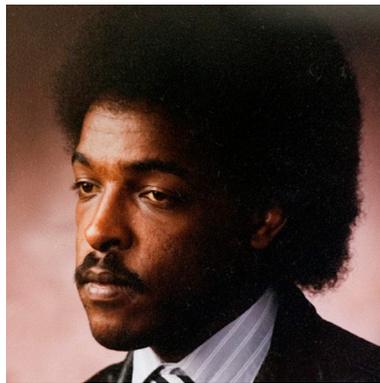
En octobre 2010, Assen Yordanov a fondé avec Atanas Tchobanov le site *bivol.bg* (« le buffle »), qui s'est rapidement fait connaître par ses enquêtes exclusives sur la corruption, les failles du système judiciaire et la collusion entre politiques et crime organisé en Bulgarie. Quelques mois plus tard, *bivol.bg* devenait le partenaire officiel de WikiLeaks pour la publication des câbles diplomatiques américains concernant Sofia et les Balkans voisins. Et à l'été 2011, Yordanov organisait déjà des cours pour les journalistes locaux sur la protection des communications face aux écoutes et au piratage, très pratiqués par les autorités bulgares. Bien évidemment, le « buffle », qui survit grâce à la collecte de dons et à l'enthousiasme de ses journalistes, est boycotté par la pub, qui ne veut pas fâcher les puissants mis en cause.



CLAUDIA DUQUE
Colombie / The Americas

Enquêter sur les disparitions forcées, le recrutement d'enfants

soldats, la criminalité impunie et l'infiltration des services gouvernementaux par des groupes paramilitaires n'est pas de tout repos en Colombie. Journaliste d'investigation émérite, Claudia Duque l'a expérimenté très souvent depuis le début du millénaire : kidnappée en 2001 par des agents du Departamento Administrativo de Seguridad, elle a ensuite été espionnée par le même DAS sous prétexte de protection, a fui son pays en 2004, y est retournée en 2006 puis, menacée de mort avec sa fille de 10 ans, s'est exilée à nouveau en 2008 pour y revenir une nouvelle fois la même année. Elle y est toujours correspondante de Radio Nizkor, 1^{re} radio des droits de l'homme sur Internet en Amérique latine.



DAWIT ISAAC
Érythrée / Afrique

Dawit Isaac est-il encore vivant ? Depuis le 23 septembre 2001, ce journaliste et poète naturalisé suédois et rentré dans son pays pour servir « une Érythrée libre » et ouvrir son journal *Setit* aux idées réformistes, meurt à petit feu dans un container brûlant du centre de détention d'Eiraeiro, sur la mer Rouge. Détenu sans jugement, sans visite et sans avocat comme des milliers d'opposants et des dizaines d'autres journalistes, dont au moins 3 sont déjà morts, il est l'une des innombrables victimes du régime monstrueux et impuni d'Issayas Afewerki. Dans le silence assourdissant qui règne autour de l'Érythrée, le seul espoir pour le sauver est bien mince : depuis 2013, son cas est examiné par la Commission

africaine des droits de l'homme et des peuples...



RODNEY SIEH
Liberia / Afrique

Rodney D. Sieh revient de loin. Du Liberia à l'époque de l'épouvantable guerre civile débutée en 1989, quand, reporter pour le *Monrovia Daily News*, il allait sur les lignes de front écrire sur les massacres. De Gambie où, réfugié en 1992, il a enquêté pour le *Daily Observer* de son oncle Kenneth Best sur les meurtres et disparitions faisant suite au coup d'Etat de Yahyay Jammeh. De Londres, où il s'est réfugié en 1994 pour fuir la police du dictateur, toujours Président du pays en 2014. Des Etats-Unis enfin, où il a accumulé les diplômes de journalisme et collaboré à de nombreux journaux. De retour au Liberia, il a lancé en 2005 le site puis le journal le plus rigoureux et le plus populaire du pays, *FrontPage Africa*. On s'en doute, ses enquêtes sur la corruption des élites et les injustices de la société lui valent beaucoup d'ennuis, dont la prison et l'interdiction de paraître pendant 3 mois en 2013. Mais Rodney en a vu d'autres...



PETER JOHN JABAN
Malaisie / Asie-Pacifique

Sous le pseudonyme de « Papa Orang Utan », Peter John Jaban est la voix de *Radio Free Sarawak*, radio à ondes courtes basée à Londres et diffusée dans les communautés de la jungle de Bornéo. Il avait déjà bravé le pouvoir malaisien en ouvrant son antenne précédente aux critiques contre la politique d'oppression et d'expropriation des populations natives, au bénéfice des proches du milliardaire Taib Mahmud, gouverneur de l'Etat de Sarawak. Considérée comme « séditeuse », *Radio Free Sarawak* opère clandestinement, entre les brouillages et les cyber-attaques que lancent les autorités contre ces « mensonges et poisons de l'esprit du peuple ». Retourné dans l'île en 2012, Peter vit constamment dans la peur d'être arrêté, ce qui ne l'empêche pas d'ironiser : « J'apprécie beaucoup l'honneur de cette reconnaissance, au moins parce qu'elle peut m'être utile si je suis arrêté. »



MARIYATH MOHAMED
Maldives / Asie-Pacifique

“Ta soeur s'est pendue. Nous pouvons t'aider à faire de même.”

Tel est le type de menaces reçues par Mariyath Mohamed, journaliste de 29 ans, en retour de son engagement pour une information libre. Après un passage sur *HFM Radio*, Mariyath rejoint en 2012 *Minivan News*, l'un des rares sites d'information indépendants du pays. En pleine période d'instabilité politique, Mariyath entreprend de décrypter un sujet explosif que tous les autres médias évitent soigneusement d'aborder : l'influence des groupes islamistes radicaux. Au cours des cinq premiers mois de 2013, Mariyath est poursuivie par plusieurs individus, menacée de mort et agressée par des hommes parfois armés de barres de fer. Mais la journaliste montre une ténacité inébranlable. Son récent article sur la condamnation à 100 coups de fouet d'une adolescente de 15 ans a interpellé la communauté internationale et mené à l'annulation de la sentence.



ALI ANOUZLA
Maroc / MENA

En septembre 2013, Ali Anouzla, directeur de la version arabophone du site marocain *Lakome*, a été arrêté et détenu 5 semaines pour avoir publié un simple lien vers le blog d'un journaliste d'*El País*, qui renvoyait à une vidéo d'AQMI menaçant le Maroc. Il risque, selon la loi anti-terroriste, jusqu'à 20 ans de prison. Une casserole judiciaire de plus pour ce journaliste qui s'est spécialisé dans la critique de Mohammed VI et de son régime : il a révélé le “Danielgate”, du nom de ce violeur d'enfants gracié en 2013 avec 48 autres Espagnols aux

termes d'un accord avec le roi Juan Carlos ; et il dénonce sans relâche les dépenses somptuaires et l'absentéisme du roi, ainsi que la corruption qui règne dans son entourage. De ce combat contre le “mur de la peur”, il se dit prêt à payer le prix.



ANABEL HERNÁNDEZ
Mexique / The Americas

Son père a été kidnappé et assassiné en décembre 2000, mais Anabel Hernández, qui travaille aujourd'hui pour le magazine *Proceso* et le journal en ligne *Reporte Indigo*, a déclenché l'année suivante le « Toallagate », vaste enquête sur des malversations au plus haut niveau de l'Etat, qui lui a valu le Prix national du journalisme mexicain en 2002. Elle a ensuite consacré cinq années à enquêter sur *Los señores del narco*, récit implacable de la collusion entre cartels de la drogue et puissances politiques, économiques et militaires. Ce best-seller s'est vendu à 100 000 exemplaires en 2010 et lui vaut depuis lors une protection policière permanente mais très approximative : sa famille et sa maison ont été attaquées par deux fois et plusieurs de ses sources ont été menacées, emprisonnées ou tuées.



MUHAMMAD BEKJANOV
Ouzbékistan / Europe de l'est
et Asie centrale

C'est l'un des journalistes emprisonnés depuis le plus longtemps au monde. Rédacteur en chef de *Erk* (Liberté), principal journal d'opposition au régime d'Islam Karimov, Muhammad Bekjanov est obligé de s'exiler en 1994. Mais des attentats à Tachkent en 1999 permettent au tyran ouzbek de mettre dans le même sac mouvements démocrates et islamistes armés. Extradé depuis Kiev, le journaliste signe des aveux sous la torture et est condamné à 15 ans de prison. Son dénonciateur islamiste ayant reconnu qu'il l'avait accusé sous la torture, la peine est ensuite « réduite » à 13 ans. Mais à quelques jours de sa sortie officielle, en janvier 2012, Muhammad Bekjanov est condamné à 4 ans et 8 mois supplémentaires pour « refus d'obtempérer aux exigences de l'administration pénitentiaire ». Aux dernières nouvelles, il croupit dans la terrible prison de Kasan, dans le sud, désormais tuberculeux et sourd d'une oreille à cause des mauvais traitements.



MAZEN DARWISH
Syrie / MENA

Dans l'enfer syrien qui a déjà avalé plus de 150 000 personnes, sa voix ne se fait plus entendre depuis plus de deux ans. L'avocat et militant des droits de l'homme Mazen Darwish et ses deux collaborateurs du Syrian Centre for Media and Freedom of Expression (SCM), Hussein Ghareer et Hani Al-Zitani, sont poursuivis pour terrorisme en raison de leur engagement pacifique en faveur des libertés d'expression et d'information. Tortures, mauvais traitements et absence de soins sont leur lot quotidien depuis leur arrestation le 16 février 2012. Ils sont actuellement incarcérés à la prison centrale de Damas, en attente de leur procès. Lauréat du prix de la liberté de la presse 2012, Mazen Darwish avait déjà été arrêté à trois reprises par la police de Bachar Al-Assad. Mais comme il le disait alors, « il n'y a pas de prison assez grande pour contenir la parole libre ».



ERIC TOPONA
Tchad / Afrique

Le 3 mai 2013, lors de la journée mondiale de la liberté de la presse, Eric Topona déclare que la liberté de la presse commence à être une réalité au Tchad. Ironie du sort, trois jours plus tard, ce journaliste radio et défenseur des droits humains est interpellé lors d'une vague d'arrestation de journalistes et d'opposants et conduit en prison. Il passe alors plus de cent jours derrière les barreaux, en attente de son jugement, dans des conditions qu'il qualifiera plus tard « d'exécrables ». Accusé d'avoir « menacé l'ordre constitutionnel » il est condamné

à trois ans de prison avec sursis. A sa libération il reprend ses activités journalistiques. Mais, en décembre 2013, réalisant qu'il ne peut continuer à travailler en tant que journaliste dans le pays d'Idriss Déby, il décide alors de continuer sa collaboration avec la *Deutsche Welle* depuis l'Allemagne et s'installe à Bonn.



ISMAIL SAYMAZ
Turquie / Europe de l'est et
Asie centrale

Pendant l'été 2013, Ismail Saymaz, correspondant du journal *Radikal*, couvre les manifestations qui se répandent dans le pays depuis le parc Gezi d'Istanbul. Il apporte la preuve qu'un manifestant a été battu à mort par des commerçants et des policiers dans la ville d'Eskisehir. Le préfet local, qui clame que le jeune homme aurait pu être tué par ses propres camarades, le menace personnellement. Ismail Saymaz a l'habitude : ses articles et ses livres, qui traitent des sujets les plus sensibles en Turquie - « l'État profond », l'affaire Ergenekon, l'instrumentalisation de la justice – lui ont déjà valu une vingtaine de procès et des attaques virulentes du pouvoir et de l'extrême droite. Malgré un paysage médiatique vivace, le journalisme indépendant reste un sacerdoce en Turquie : au moins 131 professionnels des médias ont été licenciés ou contraints à la démission au cours de l'année 2013, et au moins 13 sont détenus pour leurs activités d'information, parfois depuis de nombreuses années.

DANISH KAROKHEL **Afghanistan / Asie-Pacifique**

Promouvoir les droits humains, demander des comptes au gouvernement et aux élites et encourager la participation à la vie publique : tels sont les trois piliers de l'agence de presse indépendante Pajhwok Afghan News, créée par Danish Karokhel il y a dix ans. Sous sa direction, la rédaction centrale de Kaboul et les huit bureaux régionaux de PAN fournissent quotidiennement une quarantaine d'articles en pashto, dari et anglais. « Des informations exactes, opportunes, équitables, correctement sourcées et documentées, et pertinentes pour leur public », comme l'écrit son article de foi. Une gageure dans n'importe quel pays, que « Mr Danish » se fait fort de tenir dans le chaos afghan.

ALI DILEM **Algérie / MENA**

Ali Dilem ne le sait que trop bien : en Algérie, il ne fait pas bon être caricaturiste. Dessinateur pour le quotidien algérien *Liberté* et pour l'émission de TV5 Monde *Kiosque*, il a longtemps travaillé dans des conditions difficiles. Régulièrement menacé de mort par des groupes islamistes, des procès pour diffamation l'ont envoyé en prison et lui ont volé 9 années de sa vie. En 2001, il a eu le triste privilège de donner son nom à une série d'amendements du code pénal algérien qui prévoient des peines pouvant aller jusqu'à un an ferme pour les journalistes. Mais Ali Dilem n'a jamais renoncé. Ses dessins ont été récompensés d'une vingtaine de prix internationaux dont le Trophée de la liberté de la presse décerné par le Club de la Presse du Limousin et Reporters sans frontières en 2005. Il a également été sacré Chevalier des Arts et des Lettres en octobre 2010.

QUEIRÓS ANASTÁCIO CHILUVIA **Angola / Afrique**

Exercice illégal de la presse, voilà l'un des chefs d'accusation retenu, le 7 février dernier, contre Queirós Anastácio Chiluvia, directeur adjoint et journaliste à la radio *Despertar*. Tout commence alors que le journaliste passe devant le commissariat d'un quartier périphérique de Luanda. Il entend des appels à l'aide venant des cellules du commissariat. Ayant tenté, en vain, d'obtenir plus d'information auprès des forces de l'ordre, il enregistre les appels au secours des prisonniers et les diffuse en direct sur les ondes de la station de radio. Ceux-ci demandaient une aide médicale pour l'un des leurs, malade de la tuberculose, en train de mourir dans cette cellule surpeuplée. Immédiatement arrêté et détenu pendant quatre jours sans inculpation ni jugement, Queirós Anastácio Chiluvia est présenté à un juge le 7 février et condamné à six mois de prison avec sursis pour « diffamation », « calomnie », « outrage aux forces de l'ordre » et « exercice illégal de la presse ». Voilà ce qu'il en coûte en Angola à un journaliste mettant à profit les médias pour sauver une vie. Queirós Anastácio Chiluvia continue pourtant d'intervenir sur les ondes de la radio d'opposition *Despertar*. Un rôle essentiel de contre-pouvoir dans un pays où la parole peut-être facilement confisquée.

GERARD RYLE **Australie / Asie-Pacifique**

Tout part d'une pilule révolutionnaire. Diluée dans le réservoir de votre voiture, elle est censée diminuer votre consommation d'essence et réduire à néant les émissions de votre moteur. C'est la ruée vers l'or : la société australienne qui prétend la commercialiser lève plus de 100 millions de dollars. Gerard Ryle, journaliste d'investigation australien, révèle l'arnaque. Pendant son enquête, il se heurte au secret du paradis fiscal où la société est enregistrée, les Îles Vierges Britanniques. A l'époque, il ne sait pas qu'il sera celui qui brisera le secret. Peu de temps après la publication de son

travail, à l'été 2011, le journaliste reçoit un paquet mystérieux. A l'intérieur, un disque dur contenant deux millions et demi de fichiers retraçant trente années d'historique des comptes offshores de près de 130 000 individus résidant dans 170 pays. Une masse de données colossale, 170 fois supérieure en volume à celle du Cablegate de WikiLeaks. Deux ans plus tard, en 2013, les Offshore Leaks sortent enfin, provoquant une véritable secousse politique dans le monde entier. Fruit d'une collaboration entre des journalistes travaillant dans 46 pays différents, l'enquête est coordonnée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dirigé par... Gerard Ryle. Aujourd'hui devenu le fer de lance d'un journalisme s'affranchissant des frontières et des barrières linguistiques, Ryle incarne l'avenir du journalisme d'investigation global.

JULIAN ASSANGE **Australie / Asie-Pacifique**

« Chantre de la transparence » pour certains, « terroriste » pour d'autres, Julian Assange divise. Les publications de WikiLeaks, média spécialisé dans les fuites gouvernementales créé par Assange en 2006, en ont fait la bête noire du gouvernement américain. Avec les *War Logs*, qui compilent des centaines de milliers de documents américains relatifs à la guerre d'Irak et à l'Afghanistan, WikiLeaks révèle des atteintes aux droits de l'homme commises par l'armée américaine sous l'administration Bush. Parmi celles-ci, les images de la mort de deux journalistes de Reuters tués par l'armée américaine à Kabul. Plaçant les gouvernements face à leurs responsabilités en publiant des informations pour le moins gênantes, Assange devient la victime symbolique d'un système confondant trop facilement journalisme et terrorisme. Cloîtré dans l'ambassade d'Équateur à Londres depuis août 2012, Assange dit croire « en la transparence du pouvoir, pas en la transparence du peuple ».

GANIMAT ZAHID **Azerbaïdjan / Europe de l'est** **et Asie centrale**

Ganimat Zahid, qui a déjà passé plus de deux ans et demi en prison sous un prétexte absurde, sait ce que la liberté lui coûte. Le journal qu'il dirige, *Azadlig* (« liberté » en azéri), est l'un des derniers titres d'opposition qui subsistent dans un paysage médiatique dévasté. Ecrasé sous les amendes, privé de ses revenus par le monopole de distribution de la presse, il lutte pour la survie. Mais ce combat ne suffisait pas à Ganimat Zahid : en 2012, il entreprend de briser le mur de la censure qui règne sur l'audiovisuel azerbaïdjanais. Avec des moyens dérisoires, il lance « L'heure azerbaïdjanaise », une émission télévisée diffusée quelques heures par semaine par satellite depuis l'étranger. L'émission est brouillée, évincée du satellite sur laquelle elle avait démarré, mais le journaliste ne s'avoue pas vaincu et finit par la relancer. Depuis lors, il évite temporairement de retourner en Azerbaïdjan : les menaces qui l'ont contraint à évacuer sa famille ne sont pas près de disparaître.

KHADIIJA ISMAÏLOVA **Azerbaïdjan / Europe de l'est** **et Asie centrale**

Lorsqu'elle est condamnée l'an dernier à balayer les rues pour avoir participé à une manifestation non autorisée, Khadjia Ismaïlova sourit : « nettoyer ce pays de ses saletés », elle en a l'habitude. Cette journaliste d'investigation est connue pour ses enquêtes approfondies sur la corruption au plus haut niveau de l'Etat. Ses révélations sur la mainmise du clan présidentiel sur les activités économiques les plus rentables du pays et ses investissements dans des paradis fiscaux font référence. L'ancienne directrice du service azerbaïdjanais de *Radio Free Europe / Radio Liberty* collabore avec de nombreux médias et prolonge ses activités au sein du consortium international

de journalistes d'investigation OCCRP. A ses risques et périls : en 2012 et 2013, elle est victime d'une campagne calomnieuse et de tentatives de chantages à base de vidéos explicites. En février 2014, nouvelle tactique : Khadija Ismaïlova est accusés d'espionnage. Selon le parquet qui l'interroge trois jours de suite, elle aurait transmis des secrets d'Etat à des membres du Congrès américain. Mais il en faudra plus pour la convaincre de mettre un terme à ses enquêtes.

MALAHAT NASIBOVA **Azerbaïdjan / Europe de l'est** **et Asie centrale**

En août 2011, un villageois de la région isolée du Nakhitchevan est convoqué dans les locaux des services de sécurité (MNS). Ses proches, inquiets, s'y rendent le lendemain – et ne trouvent que son corps sans vie. Les journalistes qui tentent de les interviewer sont malmenés par des agents du MNS, qui tentent de confisquer micros et caméras. La correspondante de l'agence de presse indépendante *Turan*, Malahat Nasibova, est traitée d'« ennemie du peuple ». Ce n'est qu'un début : dans les semaines qui suivent, son obstination à enquêter sur cet événement lui valent de nombreuses menaces de mort. Mais depuis une quinzaine d'années, les pressions de toutes sortes n'ont jamais dissuadé la journaliste de poursuivre sa lutte obstinée pour la liberté de l'information. Dans une région où la répression et l'absence de pluralisme sont telles qu'elle est connue comme « la Corée du nord de l'Azerbaïdjan », Malahat Nasibova aborde de front tous les sujets : corruption, violations des droits de l'homme, problèmes de santé publique, fraudes électorales... Elle prolonge ses enquêtes par de multiples actions au sein du Centre de ressources pour la démocratie et le développement des ONG, qu'elle a créé en 2002.

AHMED HUMEIDAN **Bahreïn / MENA**

Accuser un journaliste d'attaquer un commissariat, c'est du jamais vu. C'est pourtant ce qui est arrivé au jeune Ahmed Humeidan, arrêté le 29 décembre 2012 pour avoir « pris d'assaut » en avril précédent le centre de police de l'îlot de Sitra, au Bahreïn, alors qu'il n'était pas sur les lieux ce jour-là. Depuis lors, le photographe de renom croupit dans une cellule où il a été soumis à des menaces de mort et à des tortures psychologiques, et où aucun médecin n'a été autorisé à l'examiner. Sans doute pour bien montrer que Sheikh Hamad bin Isa Al Khalifa tient fermement son pays et ses médias depuis les manifestations brutalement réprimées de 2011, Ahmed Humeidan a été condamné à 10 ans de prison le 26 mars 2014.

ALI ABDULEMAM **Bahreïn / MENA**

Ali Abdulemam est un pionnier : en 1999, il a créé *Bahrain Online*, le premier et très populaire forum pro-démocratie de son pays. Cette « diffusion de fausses informations » lui a valu plusieurs arrestations assorties de passages à tabac et de tortures. Ali Abdulemam est prudent : libéré de prison le 23 février 2011, une semaine après le « Jour de la colère », début du soulèvement pacifique puis sanglant à Manama, il s'est enfui juste avant que la police ne revienne le cueillir chez lui. En juin 2011, un tribunal militaire l'a condamné par contumace à 15 ans de prison pour « complot et tentative de coup d'Etat ». Ali Abdulemam poursuit aujourd'hui son combat depuis la Grande-Bretagne où il vit en exil.

ASIF MOHIUDDIN **Bangladesh / Asie-Pacifique**

« Ils voulaient m'emmener à Motijheel, le centre-ville, pour un lynchage public ». « Ils » sont les militants du Hefazat-e-Islam, une coalition de madrasas fondamentalistes soutenue par le Parti politique Jamaat-e-Islami. En mai 2013, un million d'entre eux

se réunissent au cœur de la capitale, Dacca, exigeant la peine de mort pour les blogueurs athées et laïques dont Asif Mohiuddin fait partie. D'importantes récompenses ont été promises à quiconque pourrait les décapiter. En publiant des articles sur le fondamentalisme religieux, la politique en matière d'éducation, les institutions religieuses, l'oppression des femmes et la charia, Asif Mohiuddin est passé du statut de libre penseur à celui d'ennemi public n°1. Il a été poignardé par des extrémistes, arrêté et détenu à plusieurs reprises par les autorités en raison de ses messages jugés «blasphématoires». Son blog a été censuré. Il risque jusqu'à 14 ans de prison. Pour autant, Asif n'a pas abandonné son combat. Temporairement hors du pays, le blogueur continue son activité d'information.

ANDRZEJ POCZOBUT Bélarus / Europe de l'est et Asie centrale

Qualifier Alexandre Loukachenko de dictateur est risqué : depuis dix ans, une dizaine de personnes ont été condamnées à des peines de prison pour avoir ainsi « insulté » le chef de l'État biélorusse. Mais pour Andrzej Poczobut, appeler les choses par leur nom est une question de principe. Entre 2011 et 2012, la vie de ce journaliste biélorusse d'origine polonaise est rythmée par les arrestations, les perquisitions et les convocations de la justice. Pour avoir couvert les manifestations pro-démocratiques de décembre 2010, les autorités l'accusent d'y avoir participé et le condamnent d'abord à une amende, puis à deux semaines de prison. Il est frappé pendant son interrogatoire, privé d'accréditation. Il continue cependant de rédiger des articles critiques du régime pour le journal polonais *Gazeta Wyborcza*, des sites d'information biélorusses indépendants et son blog personnel. Le journaliste passe trois mois en détention provisoire

avant d'être condamné en juillet 2011 à trois ans de prison avec sursis pour « diffamation ». Il est à nouveau arrêté l'année suivante pour des billets critiquant la réponse apportée par le gouvernement à des attentats perpétrés dans le métro de Minsk. Blanchi dans cette affaire en mars 2013, Andrzej Poczobut n'en reste pas moins en sursis, interdit de quitter le pays jusqu'à ce que cette peine soit levée à l'automne pour « bonne conduite ». Comme un pied de nez, le journaliste en profite aussitôt pour présenter à Varsovie un livre au vitriol consacré à l'ascension et au règne d'Alexandre Loukachenko : « Le Système Bélarus ».

JANNA LITVINA Bélarus / Europe de l'est et Asie centrale

Le nom de Janna Litvina est familier à tout ce que le Bélarus compte encore de journalistes indépendants. L'Association des journalistes biélorusses (BAJ), qu'elle a cofondée en 1995, leur fournit un soutien crucial face aux abus quotidiens de « la dernière dictature d'Europe » : assistance juridique, recensement des violations de la liberté de la presse, formations professionnelles, plaidoyer pour des réformes législatives... Ce combat inlassable, qui a valu à la BAJ de nombreuses récompenses dont le Prix Sakharov du Parlement européen, Janna Litvina l'incarne parfaitement : pendant la perestroïka, elle impose un ton libre sur la radio d'Etat dont elle est rédactrice en chef. La station est fermée à la veille de l'élection présidentielle de 1995, qui propulse au pouvoir Alexandre Loukachenko. Janna Litvina lance alors une radio privée, et quand celle-ci est à son tour interdite en 1996, elle poursuit ses émissions depuis la Pologne. Etre présidente de la BAJ n'est pas de tout repos : en février 2012, alors que la répression s'intensifie dans le pays, Janna Litvina fait l'objet d'une campagne de calomnie sur la télévision publique. Durant les

mois suivants, elle est interdite de sortie du territoire. Mais la BAJ poursuit sa lutte inégale. Elle compte aujourd'hui plus de mille membres et cinq branches régionales en plus de son bureau central basé à Minsk.

LÚCIO FLÁVIO PINTO Brésil / The Americas

Depuis plus de 25 ans, c'est l'homme orchestre d'un bimensuel de 12 pages sans peur et sans publicité, *Jornal Pessoal* (journal personnel) qu'il écrit et diffuse dans les rues de Belém, dans l'État du Pará. Lúcio Flávio Pinto, sociologue de formation, est un journaliste obstiné. En 1987, il a claqué la porte du quotidien *O Liberal* qui refusait de publier son enquête sur l'implication de deux hommes d'affaires dans l'assassinat d'un député. En 2005, ayant dévoilé l'opacité financière d'*O Liberal*, il s'est fait tabasser par le fils du propriétaire, puis empêché par la justice de suivre le procès des susdits pour évasion fiscale ! Mais les menaces de mort et une trentaine de poursuites judiciaires ne l'empêchent pas de continuer à écrire sur le narcotraffic, la déforestation et la corruption généralisée.

HASSAN RUVAKUKI Burundi / Afrique

Hassan Ruvakuki fait partie de ces journalistes qui n'ont pas peur d'aller au front, au plus près de l'info. Correspondant du service en swahili de *Radio France Internationale* et journaliste de la radio *Bonesha FM*, il prend sur lui en novembre 2011 d'aller couvrir les prémices d'une nouvelle rébellion burundaise. Accusé par les autorités burundaises de faire partie du mouvement, il est alors condamné à la prison à vie pour « actes de terrorisme ». Après avoir fait appel, sa peine est réduite à trois ans de prison et est requalifiée de « participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes et propriétés », grâce à la mobilisation d'organisations

de la société civile, de nombreux médias africains et d'ONG internationales comme Reporters sans frontières. Le 6 mars 2013 enfin, Hassan Ruvakuki est remis en liberté conditionnelle après quinze mois d'emprisonnement. Le nom de ce héros de la presse n'a toutefois pas encore été officiellement blanchi.

OUDOM TAT

Cambodge / Asie-Pacifique

Dès son plus jeune âge, alors qu'il travaillait comme livreur de journaux à Phnom Penh, Oudom Tat a nourri une passion pour le journalisme et la photographie. Après avoir travaillé pour une ONG, Oudom devient fixe pour des médias étrangers qui s'intéressent notamment aux conflits fonciers dans la capitale et le reste du pays. En 2011, Oudom Tat rejoint la station de radio *Voice of Democracy*, l'une des rares stations indépendantes du pays osant critiquer le gouvernement. Engagé comme photojournaliste, il couvre de nombreux sujets sensibles que le gouvernement cherche tant bien que mal à dissimuler. Comme les conditions de travail des travailleurs dans l'industrie du textile, secteur le plus important de l'économie cambodgienne, ou les manifestations de citoyens expropriés et de militants pour le droit à la terre. A cause de son dévouement et de ses enquêtes, Oudom Tat a été intimidé, menacé et agressé à plusieurs reprises depuis le début de l'année 2013, par des hommes habillés en civil mais également par des représentants du gouvernement. Malgré le danger, le journaliste est plus que jamais déterminé à promouvoir la justice et les droits de l'homme dans son pays.

MARÍA PÍA MATTA

Chili / The Americas

Militante pour les droits des femmes et des communautés indigènes, la journaliste María Pía Matta a incarné pendant plus de vingt ans le projet *Radio Tierra*, une radio indépendante émettant depuis Santiago

du Chili dont l'objectif est de renforcer le dialogue social entre les communautés locales. En 2003, María Pía Matta est nommée vice-présidente au siège sudaméricain de l'AMARC (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires). Elle réalise des missions d'observation sur la situation de la liberté d'expression dans les zones de conflit vénézuéliennes, colombiennes et haïtiennes. Au Chili, elle s'intéresse à ces problématiques dans les régions de culture traditionnelle mapuche. Son engagement fait d'elle une pionnière dans la défense des radios et des chaînes de télévision communautaires, qui deviennent des bastions de la liberté d'expression en Amérique Latine. María Pía Matta devient présidente générale de l'AMARC en 2010, où elle contribue activement à l'élaboration du droit à l'information, favorisant le dialogue entre la société civile et les gouvernements.

MIREYA MANQUEPILLÁN HUANQUIL

Chili / The Americas

Mireya Manquepillán Huanquil est Mapuche, comme 4 % des Chiliens. Directrice de la radio communautaire *Kimche Mapu*, qui couvre la région de Los Rios, au sud de Santiago, elle a été poursuivie pour radiodiffusion non autorisée. En août 2013, elle a donc témoigné devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) de l'ONU, expliquant que son cas reflétait aussi ce que subissent les communautés indigènes en Bolivie, au Pérou, au Brésil, au Honduras, au Guatemala et au Mexique. Aussitôt après, le gouvernement chilien a lancé un plan de radiodiffusion indigène pour 2014-2016. Mais la création de 30 nouvelles radios, 10 millions de pesos (15 000 euros) promis et un projet pilote associé à *Kimche Mapu* se font toujours attendre. « Ce n'était que pur effet d'annonce », déplore Mireya.

HUANG QI

Chine / Asie-Pacifique

Huang Qi a passé 8 des 14 dernières années derrière les barreaux. Créateur de la première plateforme d'information sur les droits de l'homme, 64tianwang.com, en 1998, lauréat du prix Cyberliberté de Reporters sans frontières en 2004, ce cybermilitant est d'abord accusé par les autorités chinoises d'« inciter à la subversion ». Puis de « posséder des secrets d'Etat », quand, en 2008, il enquête pour le compte des parents des victimes du tremblement de terre au Sichuan. En seize ans de travail acharné, 64tianwang.com et ses milliers de bénévoles ont effectué un travail incommensurable. Des informations sur plusieurs dizaines de milliers de cas de violations des droits de l'homme ont été répertoriées et publiées. Elles ont contribué à apporter pas moins de dix milliards de Yuan (soit plus d'un milliard d'euros) de dommages et de réparation à des victimes de toutes les provinces du pays. Sept contributeurs du site sont à ce jour détenus par les autorités. Huang Qi fait l'objet d'une nouvelle enquête orchestrée par le département de la sécurité publique de Pékin. Malgré l'étroite surveillance qui pèse sur lui, Huang Qi continue inlassablement de chercher à rendre justice à ses concitoyens.

LI JIANJUN

Chine / Asie-Pacifique

Cela fait dix ans que Li Jianjun, 36 ans, lutte contre la corruption en Chine. Il fait ses débuts de journaliste d'investigation dans sa province natale du Shanxi, dans le nord de la Chine, où il expose des faits de corruption policière. Licencié en 2011, il ne baisse pas les bras. Entre 2012 et 2013, c'est au directeur de la compagnie nationale China Resources Holdings Co, Song Lin, qu'il s'intéresse. Malgré les menaces de mort et les tentatives d'enlèvement qui jalonnent son enquête, Li Jianjun n'hésite pas à devenir actionnaire

minoritaire de la compagnie dans le cadre de ses investigations. En avril 2013, il dénonce des irrégularités dans des contrats passés entre la China Resources Holdings Co et trois propriétés minières de Shanxi. « Ces gens doivent tomber et aller en prison, a-t-il déclaré. Il n'y a que comme ça que je me sentirais en sécurité, et j'aurais servi l'intérêt général ». Le 19 avril, Song Lin a été démis de ses fonctions suite à l'enquête menée par la Commission centrale de contrôle de la discipline du Parti communiste chinois.

LIU HU **Chine / Asie-Pacifique**

En août 2013, des officiers de police font irruption au domicile de Liu Hu, journaliste du quotidien *New Express*. Ils l'interpellent, l'amènent à Pékin et l'enferment dans le centre de détention n°1 de la capitale, d'ordinaire réservé aux criminels les plus dangereux. Le 30 septembre, au terme du délai légal maximal de détention sans charge (soit 37 jours), les autorités accusent Liu Hu de « diffamation ». Sa demande de liberté conditionnelle est refusée. L'un de ses avocats tombe sous le coup d'une enquête disciplinaire pour avoir publié en ligne des documents liés à l'affaire. La raison de ce scénario cauchemardesque ? Le journaliste, conscient de la censure qui empêche la publication dans la presse d'informations mettant en cause les cadres du Parti communiste, avait publié sur sa page personnelle du réseau social Weibo des informations concernant les malversations d'un officiel local, Ma Zhengqi. Pour le Parti, c'est l'affaire de trop. D'autres enquêtes sur des cadres de haut rang, dont le président de la haute cour de Shanghai et le directeur du département de la sécurité publique de la province du Shaanxi, toutes publiées sur Weibo, ont fait de Liu Hu une menace à faire taire au plus vite.

JIGME GYATSO **Tibet / Asie-Pacifique**

Moine bouddhiste et militant des droits de l'homme, Jigme Gyatso (ou Golog Jigme) s'est rendu célèbre en réalisant avec le paysan et cinéaste Dhondup Wangchen *Surmonter la peur*, impressionnant documentaire de 25 minutes rassemblant les témoignages de 108 Tibétains ordinaires, projeté clandestinement à Pékin le jour de l'ouverture des Jeux olympiques en 2008, puis diffusé dans le monde entier. Aussitôt arrêté, condamné à 7 mois de prison, battu et torturé, Jigme Gyatso a été libéré en octobre 2008. Mais en 2012, ce moine décrit par ses pairs comme « d'une grande intégrité morale et d'une grande implication sociale » a été à nouveau enlevé par les autorités qui le détiennent au secret. Ses proches demeurent sans nouvelles de lui depuis septembre 2012.

ANGEL SANTIESTEBAN-PRATZ **Cuba / The Americas**

Son blog s'appelle « Los hijos que nadie quiso », les enfants dont personne ne voulait. Cela fait plus d'un an que l'écrivain et net-citoyen Ángel Santiesteban-Pratz est emprisonné en raison de ses positions ouvertement critiques vis-à-vis du « dictateur » Raúl Castro, comme il l'appelle. En décembre 2012, les accusations de « violation de domicile et agression » qui pesaient contre lui ont été reconnues légitimes lors d'un procès éclair. Condamné à cinq ans, il a été transféré en avril 2013 dans la prison de San Miguel del Padrón, où il a subi des mauvais traitements et des actes de tortures. La même année, Angel a reçu le « prix international Franz Kafka des romans dans le tiroir », décerné à Prague, pour *El verano en que Dios dormía* (« l'été où Dieu s'est endormi »).

YOANI SANCHEZ **Cuba / The Americas**

Philologue de formation, Yoani María Sánchez Cordero est une célébrité dans son pays et au-delà : en 2008, elle a été l'une des « 100 personnalités les plus influentes du monde » selon Time. Son blog *Generacion Y*, lancé en 2007, veut « aider à construire un Cuba pluriel » et traite jour après jour des difficultés économiques et sociales des Cubains. Comme d'autres blogueurs, elle le paie d'insultes variées (« parasites méprisables »), de blocages récurrents et de tracasseries judiciaires. Au début de 2014, Yoani Sanchez a annoncé son intention de créer une plateforme collective d'information libre à Cuba : « Le pire peut arriver dès le premier jour, mais peut-être sèmerons-nous les premières graines d'une presse libre. »

MAYDANEH ABDALLAH OKIEH **Djibouti / Afrique**

Maydaneh Abdallah Okieh est l'un des piliers de la première radio libre de l'histoire de Djibouti, *La Voix de Djibouti*. Reporter, interviewer et rédacteur en chef du site internet, Maydaneh Abdallah Okieh a été à maintes reprises dans le collimateur du régime de Ismaïl Omar Guelleh. Entre mars 2013 et mars 2014, il a été emprisonné à trois reprises et passé plus de six mois en détention, alors que toutes ces condamnations officielles confondues ne dépassent pas la prison centrale de Gabode. On lui reproche notamment d'avoir posté des photos de violences policières sur sa page facebook ou d'avoir couvert une manifestation de l'opposition, tant d'actes qui consacrent le droit du public à être informé mais qui dérangent bien sûr la dictature djiboutienne. Maltraité en prison, les autorités lui ont refusé plusieurs fois accès à un médecin. Ces jours-ci, Maydaneh Abdallah Okieh est libre, mais qui sait de quoi demain sera fait ?

WALEED AL-SHEHHI **Émirats Arabes Unis / MENA**

Quelques tweets sanctionnés de deux ans de détention et de 500 000 dirhams (100 000 euros) d'amende pour "violation de la sécurité d'État" : depuis mai 2013, Waleed Al-Shehhi, net-citoyen d'Ajman (EAU), paie cher d'avoir commenté en ligne le procès de 94 Emiratis accusés de lien avec une organisation islamiste, mis au secret et pour la plupart condamnés pour "mise en danger de la sécurité du pays". Il a été condamné sur la base de la loi locale sur la cybercriminalité, qui interdit l'utilisation des technologies de l'information pour des actions "portant préjudice à la réputation de l'État". Pour y attenter un peu plus, Waleed Al-Shahi, comme les 94, se plaint d'avoir subi en prison des mauvais traitements et des actes de torture qu'il avait contribué à faire connaître au grand public lorsqu'il couvrait ce procès fermé aux médias internationaux.

ABEER SAADY **Egypte / MENA**

Abeer Saady est connue comme le loup blanc dans le domaine des médias égyptiens. Cela fait 23 ans qu'elle écrit sans relâche, en arabe et en anglais, sur les sujets les plus pointus. Sur le front libyen ou dans les rues du Caire, elle est... sur tous les fronts. Rédactrice en chef adjointe du quotidien *Al-Akhbar*, elle a été élue vice-présidente et membre du conseil d'administration du Syndicat des journalistes égyptiens, et ce à trois reprises. Responsable des formations, elle anime séminaires et ateliers autour du thème de la sécurité des journalistes. Nombreux sont les professionnels des médias de la région également à la connaître, au moins à travers les très nombreuses formations à la sécurité qu'elle a données. Mais aujourd'hui, elle n'en peut plus : face à la multiplication des assassinats, des arrestations et des actes de violence qui touchent ses collègues, Abeer

Saady a publiquement dénoncé le silence du Syndicat, gelant ses activités en son sein. Elle a également appelé ses confrères à mesurer "les conséquences catastrophiques du silence face aux attaques incessantes contre la vie, la sécurité et la dignité des professionnels de l'information". Depuis 2011, douze d'entre eux ont été tués en Égypte et plus d'une vingtaine sont en prison.

BINIAM SIMON **Érythrée / Afrique**

Biniam Simon était présentateur du journal télévisé sur la chaîne publique. Il a fui l'Erythrée, petit Etat méconnu de la corne de l'Afrique, peut-être la pire dictature de la planète sous la férule d'Issayas Afewerki : quelque 10 000 prisonniers politiques, dont une trentaine de journalistes, y sont détenus dans des conditions atroces. Nombre d'entre eux y perdent la vie. Réfugié en France, Biniam Simon anime depuis 2009 *Radio Erena* ("Notre Erythrée"), une station basée à Paris et soutenue par RSF, qui émet en Erythrée par satellite, sur ondes courtes et sur Internet (moins de 4 % de la population est connectée). Il s'appuie sur un réseau de correspondants d'un courage sans égal et diffuse une information fiable et indépendante, malgré les brouillages dont la radio fait l'objet. Ses auditeurs savent aussi qu'à les écouter, ils risquent de rejoindre l'enfer des geôles érythréennes.

YIRGALEM FISSEHA MEBRAHTU **Érythrée / Afrique**

Yirgalem Fisseha Mebrahtu est l'une des rares femmes à s'être lancée dans le dangereux métier de journaliste en Erythrée. Après la "suspension" indéterminée de tous les médias indépendants du pays en 2001, la journaliste travaille à la radio *Bana* quand les autorités orchestrent un raid, en février 2009, dans les locaux de la station. Tout le personnel est arrêté et amené d'abord à la

prison militaire d'Adi Abeito, sans autre forme de procès. Cela fait maintenant plus de cinq ans que la journaliste est emprisonnée à la prison de May Srwa. Cinq années de détention durant lesquelles Yirgalem Fisseha Mebrahtu a connu des conditions de détention inhumaines. Un an complet passé à l'isolement et son état de santé se dégrade. Elle a dû être hospitalisée à trois reprises, sans qu'aucune information ne soit transmise à ses proches. Le gouvernement d'Issaïas Afeworki a déjà laissé mourir au moins quatre journalistes en détention, il joue aujourd'hui dangereusement avec la vie de Yirgalem Fisseha Mebrahtu.

GORKA LANDÁBURU **Espagne / Union européenne et Balkans**

Le 15 mai 2001, Gorka Landáburu reçoit un paquet prétendument envoyé par une association d'entrepreneurs, chez lui à Zarauz, petite commune du Pays basque espagnol. Lorsqu'il l'ouvre, le paquet explose. A l'intérieur, 150 grammes de titadine, une dynamite compressée employée dans l'industrie minière et utilisée par l'ETA pour perpétrer ses attentats. Le journaliste portera à jamais les stigmates de l'explosion. Dans le communiqué revendiquant l'attentat, l'ETA qualifie le journaliste de « txakurra de la pluma » (littéralement « chien de la plume », c'est-à-dire pro gouvernement espagnol). Dix ans plus tard, face à ses agresseurs assis sur le banc des accusés de l'Audience nationale, Gorka Landáburu déclarera : « Je suis journaliste. Vous m'avez détruit les mains, mon œil gauche ne voit plus rien, des cicatrices me recouvrent le corps... Mais vous vous êtes trompés, vous ne m'avez pas coupé la langue ». Longtemps placé sous la protection de gardes du corps, Gorka Landáburu poursuit aujourd'hui ses activités de journaliste à la tête de Cambio 16.

REYOT ALEMU Éthiopie / Afrique

C'est en prison, où elle purge depuis juin 2011 une peine de 14 ans, ultérieurement réduite à 5 ans, pour « participation à la promotion et à la communication d'un acte terroriste », que Reyot Alemu a appris qu'elle avait reçu le Prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco 2013. Editorialeuse à l'hebdomadaire national *Fitih*, spécialiste de politique et d'économie, elle fait partie des nombreux journalistes et personnalités d'opposition assimilés par le pouvoir éthiopien au terrorisme et condamnés comme tels. Un collègue se souvient l'avoir vu sortir fièrement du palais de justice d'Addis Abeba, les bras chargés de ses articles comme autant de preuves de son travail légitime. Reyot Alemu n'a été autorisée à sortir de l'horrible prison Kaliti qu'une seule fois, en 2012, pour se faire opérer d'une tumeur maligne. Elle y est aussitôt retournée, sans possibilité de convalescence à l'air libre.

DINA DASKALOPOULOU Grèce / Union européenne et Balkans

Le 11 juin 2013, à 22 h 11, les trois chaînes d'ERT (*Elliniki Radiofonía Tileórasi*), la télévision publique grecque, ont cessé d'émettre, mettant plus de 2 500 personnes à pied. Tollé national et international et mobilisation générale à *Oi Ergazomenoi* (les travailleurs), « journal de grève » autogéré, né en 2012 de la faillite du grand quotidien *Eleftheriotypia* (« la presse libre ») et aujourd'hui diffusé à près de 10 000 exemplaires. Dina Daskalopoulou, qui y travaille pour le même salaire que l'ensemble de ses collègues, directeur compris (800 euros par mois), s'est un peu écartée de ses sujets d'enquêtes - la prostitution ou les conditions de vie des femmes immigrées - pour dénoncer cette atteinte majeure au pluralisme des médias. Même si, elle le reconnaît, « ERT était l'organisme le plus corrompu et le plus

dysfonctionnel de Grèce »...

ILEANA ALAMILLA Guatemala / The Americas

Avocate de formation et journaliste de vocation, Ileana Alamilla a fui le Guatemala entre 1979 et 1998, soit près de 20 ans qu'elle a passés au Costa Rica, au Nicaragua, au Salvador et au Mexique. C'est en exil, en 1983, qu'elle a fondé le Cerigua (Centro de Reportes Informativos Sobre Guatemala), « pour rompre le cercle de l'isolement international du Guatemala et dénoncer la terreur et les crimes contre sa population ». A ce titre, elle a été associée aux accords qui ont mis fin à la guerre civile larvée qui ravageait le pays. Militant pour l'organisation d'un système national de protection des journalistes, Ileana dénonce à travers le Cerigua une vague de violence sans précédent contre les professionnels des médias.

GOTSON PIERRE Haïti / The Americas

Comblant l'absence d'information, c'est la priorité que le séisme du 12 janvier 2010 a imposée à Gotson Pierre, journaliste et consultant haïtien. Cette catastrophe naturelle a dévasté l'île, détruisant les foyers de plus d'un million et demi d'Haïtiens, déplacés dans des camps de rescapés aux quatre coins de Port-au-Prince. Au lendemain du drame et devant les décombres, Gotson Pierre crée le Télécentre mobile pour les déplacés d'Haïti, structure itinérante dotée d'une dizaine d'ordinateurs portables connectés à Internet, en déplacement quotidien pour atteindre les six camps de rescapés de la capitale. Îlot d'échanges d'information au milieu d'infrastructures - notamment médiatiques - réduites en cendres, le Télécentre est devenu un lieu d'échanges d'information sur les victimes du séisme, ses suites et le déploiement de l'aide humanitaire. Il a aussi été un lieu de découverte des nouvelles technologies pour de nombreux

Haïtiens.

DINA MEZA Honduras / The Americas

Depuis huit ans quasiment sans interruption, Dina Meza, présentatrice radio de « Voces contra el Olvido » (Voix contre l'oubli) et responsable du site *defensoresenlinea*, est épiée, suivie et menacée de sévices et de mort, l'obligeant même à quitter quelques mois le Honduras en 2013. Son pays est un enfer pour les journalistes : 14 y ont été tués en dix ans, dont 13 depuis le coup d'Etat de juin 2009, et ce en toute impunité. Les sujets d'enquête tels que l'extraction minière, l'« épuration » de la police ou la situation des droits humains semblent entraîner des représailles automatiques. « Est-ce que j'ai peur ? se demande Dina, qui travaille aussi sur les conflits agraires. Mon plus grand problème, c'est que j'ai peur de ne rien faire alors que mes enfants ont besoin d'un pays différent. »

ITSMANIA PINEDA PLATERO Honduras / The Americas

Journaliste et fondatrice d'une ONG de défense de la sécurité publique et de la réhabilitation des jeunes délinquants, Xibalba Arte y Cultura, Itsmania Pineda Platero est constamment menacée sur Internet (« On va te dépecer vivante, salope ! »), victime de cyber-attaques sur sa boîte mail et son blog et empêchée de circuler librement. Contrainte de fermer le bureau de son ONG, elle a porté plainte à chaque fois, sans résultat. Dans le cadre du processus de « dépuración » de la police hondurienne, deux hauts responsables chargés de sa sécurité ont été relevés de leurs fonctions. Leur remplaçant a été assassiné peu de temps après. La protection d'Itsmania a alors échoué au sous-officier qu'elle avait elle-même mis en cause pour des activités délictueuses !

TONGAM RINA Inde / Asie-Pacifique

Même les balles ne peuvent pas la faire taire : Tongam Rina en a reçu une dans l'abdomen, frôlant la moelle épinière, le 15 juillet 2012. Trois hommes l'attendaient à l'entrée du *Arunachal Times* à Itanagal, capitale de l'Arunachal Pradesh. Près de deux ans plus tard, le commanditaire supposé de l'attentat a été arrêté puis relâché par les autorités. Motif invoqué, mais jamais confirmé : la journaliste et co-rédactrice en chef n'avait pas assez mis en avant ses activités ! Aujourd'hui rétablie de ses graves blessures, Tongam poursuit son combat contre la corruption endémique et les 150 projets de barrages dans sa région frontalière.

ADNAN HASSANPOUR Iran / MENA

Il est le "doyen" des journalistes emprisonnés en Iran. Adnan Hassanpour, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Asou* (Horizon), suspendu depuis, a été condamné en 2007 à la peine capitale par le tribunal révolutionnaire de Marivan, dans le Kurdistan iranien dont il est originaire. Ses crimes ? "Activités subversives contre la sécurité nationale", "espionnage" et "propagande séparatiste". En 2008, son avocat et les pressions internationales ont obtenu de la Cour suprême de Téhéran qu'il ne soit plus considéré comme *mohareb* (ennemi de Dieu). Rejugé, il a été finalement condamné en 2009 à 15 ans de détention. Aux dernières nouvelles, Adnan, dont la santé est chancelante, a été envoyé dans la prison de la ville de Zahedan, province de Sistan, dans le nord-est du pays. Il est ainsi victime d'une double peine : emprisonnement et exil.

JILA BANI YAGHOOB Iran / MENA

Journaliste et responsable du site *Kanoon Zanan Irani* (Centre des femmes iraniennes), Jila Bani Yaghoob est censée se taire

jusqu'en... 2040. En 2010, elle a en effet été condamnée par un tribunal de Téhéran à un an de prison et trente ans d'interdiction d'exercer son métier, pour "propagande contre le système" et "insultes envers le président", une peine exécutée en 2012 et 2013. La prison, elle connaît bien : arrêtée le 8 mars 2009 lors d'un meeting pour la Journée internationale des femmes, elle avait passé une semaine les yeux bandés dans la tristement célèbre prison d'Evin, expérience dont elle a tiré un livre, publié hors d'Iran. Le silence imposé, elle connaît bien aussi : elle a passé sa carrière à circuler d'un journal suspendu à un journal en passe de l'être. Mais, s'inquiète-t-elle, "je me demande combien de gens dans le monde s'intéressent à mon travail, à mon peuple, à mon pays"...

SAID MATINPOUR Iran / MENA

Said Matinpour, journaliste de l'hebdomadaire en langue azérie *Yarpagh*, est l'un des acteurs de l'information incarcéré depuis le plus longtemps dans les geôles iraniennes. En 2009, il est condamné à huit ans de prison par la 15e chambre du Tribunal révolutionnaire de Téhéran. Son crime ? Avoir entretenu "des relations avec des étrangers" et fait "publicité contre le régime". Deux ans auparavant, il avait déjà été placé en détention dans la terrible prison d'Evin. Il en était sorti neuf mois plus tard contre le paiement d'une caution astronomique de 500 000 euros. De ce premier passage dans l'enfer d'Evin, Said Matinpour a gardé des séquelles, souffrant depuis de multiples problèmes de santé. Privé de liberté et de soins, Said Matinpour lutte chaque jour pour ses droits et ceux des autres détenus, au point de devenir une figure emblématique de la lutte contre les effroyables conditions de détention des prisonniers d'opinion.

SIAMAK QADERI Iran / MENA

Quatre ans de prison et 60 coups de fouet : c'est la punition judiciaire qu'a reçue en janvier 2011 Siamak Qaderi, blogueur et journaliste, déjà licencié par son employeur, l'agence de presse officielle *Irna*. Motifs : "propagande contre le régime" et "dissémination de fausses nouvelles en vue de perturber le public à travers son blog". Il faut dire qu'il y était allé fort : non seulement il enquêtait sur la vie quotidienne de ses concitoyens et critiquait la politique ou les pratiques de son gouvernement, mais il avait réalisé et mis en ligne des interviews d'homosexuels iraniens. Or, tout le monde sait depuis 2007 et une déclaration fameuse de Mahmoud Ahmadinejad aux Etats-Unis qu'"il n'y a pas d'homosexuels en Iran" !

AMIRA HASS Israël / MENA

Amira Hass est la seule journaliste juive israélienne à avoir vécu, depuis 1993, parmi les Palestiniens, à Gaza et à Ramallah. Pour elle, c'est aussi nécessaire qu'"enquêter sur la Grande-Bretagne à Londres et sur la France à Paris". Ses reportages pour le quotidien israélien *Ha'aretz*, qu'elle qualifie de "non objectifs, comme tout reportage sur des méfaits", ne lui valent pas que des amis dans les différents camps. Forcée par le Hamas de quitter la bande de Gaza plus tôt en 2008 (mais autorisée à y retourner deux mois plus tard), elle a été détenue en Israël par deux fois en 2008 et 2009, pour être entrée à Gaza sans autorisation et être restée "dans une entité ennemie". Elle a été poursuivie en 2013 par le Conseil de Yesha (acronyme des colons de Judée, Samarie, Gaza) pour "incitation à la violence" : elle avait écrit que les Palestiniens avaient raison de résister et avaient des raisons de lancer des pierres. En 2009, elle a reçu le Prix RSF pour la qualité de son travail pour *Ha'aretz* pendant et immédiatement après l'opération militaire israélienne "Plomb durci" dans la bande

de Gaza, du 27 décembre au 18 janvier 2009. Ce prix venait saluer l'indépendance de son travail et sa liberté de ton. "Être un journaliste indépendant n'est pas la chose la plus difficile en Israël. Mais pour que cette indépendance soit réelle et efficace, deux conditions doivent être réunies. D'une part un média qui accepte de publier les articles en question, et d'autre part un lectorat. J'ai la chance d'avoir un journal, *Haaretz*, prêt à publier mes articles, ainsi que le soutien de mes rédacteurs en chef, notamment le directeur de l'information. Concernant la seconde condition, les lecteurs israéliens ont toujours du mal à accepter une version différente de celle donnée par les autorités", avait-elle alors déclaré.

GIUSEPPE MANIACI
Italie / Union européenne et Balkans

« Pino » Maniaci anime sa petite chaîne communautaire Telejato depuis un appartement de Partinico, au cœur de la Sicile mafieuse. Ancien entrepreneur en bâtiment, poursuivi en 2009 pour exercice abusif de la profession de journaliste, il a gagné son procès en invoquant la Constitution qui garantit le droit d'exprimer librement sa pensée. Constamment menacé, passé à tabac par le fils d'un « boss », objet de centaines de plaintes et de poursuites judiciaires, il a basculé sa « tv antimafia » sur le web et, deux heures par jour, il dévoile et dénonce meurtres et extorsions qui font l'ordinaire de la région. L'avenir de son combat est assuré : toute sa famille travaille avec lui, dont sa fille Letizia qui a reçu un prix des jeunes journalistes. Mais comme il le dit lui-même, « pour être journaliste en Sicile, il faut des couilles en acier, pas une carte de presse ».

LIRIO ABBATE
Italie / Union européenne et Balkans

Correspondant de l'hebdomadaire *l'Espresso*

après avoir longtemps travaillé pour l'ANSA (l'agence de presse italienne) et le quotidien *la Stampa*, Lirio Abbate est un expert du crime organisé, notamment sicilien. Seul journaliste présent lors de l'arrestation en avril 2006 de Bernardo Provenzano, le « capo di tutti capi » de Cosa Nostra, il a publié l'année suivante *I Complici* (les complices) sur les liens étroits des politiques et des mafieux. Et depuis, il n'est plus jamais seul : lui et sa femme disposent d'une escorte policière permanente. Mais sa présence sur la liste noire des « corleonais » et les menaces de mort ne l'impressionnent guère. Il vit toujours à Palerme et en 2013, il a publié *Fimmine ribelli*, sur ces « femmes rebelles » qui résistent à la terrible 'Ndrangheta calabraise.

YU TERASAWA
Japon / Asie-Pacifique

Yu Terasawa a peu d'amis parmi les forces de l'ordre japonaises. Encore étudiant, il a débuté sa carrière journalistique en dénonçant la corruption policière. Plus de vingt ans après, une centaine d'agents et d'officiers ont été licenciés, poursuivis ou ont fait l'objet de mesures disciplinaires grâce à ses innombrables articles et livres sur le sujet. En 2006, un film, *Pochi no kokuhaku* (« confessions d'un chien ») s'est même inspiré de ses reportages. Bien sûr, cela lui a valu quelques désagréments : « J'ai été frappé, suivi, dépouillé, arrêté sans mandat », dit-il. Parallèlement, il s'est attaqué à coups d'articles et de procès à une institution toute japonaise, les *kisha kurabu*, clubs de journalistes ayant un accès privilégié – et trop souvent complice – aux conférences de presse et sources officielles. Le 28 mars 2014, il a entamé une action en justice contre le gouvernement après l'instauration d'une loi sur les secrets d'Etat, véritable offensive contre le journalisme d'investigation.

LUKPAN AKHMEDIAROV
Kazakhstan / Europe de l'est et Asie centrale

Lukpan Akhmediarov, journaliste d'investigation kazakh de 38 ans, a survécu de justesse à une tentative d'assassinat en avril 2012. Collaborateur de l'hebdomadaire *Ouralaskaïa Nedelia*, il était réputé pour ses enquêtes sur la corruption et les violations des droits de l'homme dans le Kazakhstan de l'autocrate Noursoultan Nazarbaïev. Dans la soirée du 19 avril 2012, près de son domicile à Oural'sk, il a été roué de coups, poignardé à plusieurs reprises et blessé avec un pistolet à air comprimé. Cette violente manœuvre d'intimidation n'était pas la première : ses articles lui avaient déjà valu une série de procès et des amendes astronomiques. Couronné en octobre 2012 par le prix Peter Mackler, qui récompense « le courage et l'éthique dans la profession de journaliste », il est aujourd'hui rédacteur en chef d'*Ouralaskaïa Nedelia*.

SARDAR MUHAMMAD
Kurdistan irakien / MENA

Sardar Muhammad est l'un des pionniers du journalisme indépendant au cœur du Kurdistan irakien. Après avoir travaillé pour le tout premier journal indépendant de cette région autonome, *Hawlati*, lancé en 2000, il a créé en janvier 2006 - avec d'autres - le journal *Awene*, dont il est actuellement le rédacteur en chef. Cette publication est devenue une véritable institution dans la région, où les journalistes doivent chaque jour se battre pour non seulement pour leur indépendance mais aussi pour leur sécurité. Ainsi, Kawa Germyani, collaborateur du journal, a été assassiné le 5 décembre 2013 à Suleimanieh. Il est le troisième journaliste assassiné au Kurdistan irakien depuis 2008. Avec son équipe et en dépit de ce climat de violence, Sardar Muhammad se bat au quotidien pour faire de la liberté de l'information au Kurdistan irakien une réalité.

AMARA AL-KHITABI Libye / MENA

Amara Al-Khitabi est une victime poignante du code pénal libyen, et tout particulièrement de son article 195 considéré comme hautement liberticide bien que toujours en vigueur. Le 21 novembre 2012, le rédacteur en chef du journal privé tripolitain *Al-Umma*, alors âgé de 67 ans, est incarcéré pendant plus de quatre mois. Il est le premier journaliste libyen emprisonné depuis la fin de la révolution. Son crime : avoir publié 87 noms de juges et de procureurs accusés de corruption et refusé de révéler sa source. Il est poursuivi pour "diffamation" et "insulte au système judiciaire" et encourt une peine de 3 à 15 ans de prison. Malgré une santé fragile, il entame une grève de la faim. A sa libération, il se voit interdire de quitter le territoire libyen pour recevoir le traitement nécessaire à ses problèmes de santé. Il n'y sera autorisé que le 21 août 2013, date à laquelle il part se faire soigner en Jordanie. L'article 195 du code a récemment été amendé. Une modification qui s'est contentée de transposer la loi dans un autre contexte. Amara Al-Khitabi pourrait donc toujours être passible d'une peine allant jusqu'à 15 ans de prison.

HANAN AL-MQAWAB Libye / MENA

Hanan Al-Mqawab s'est forgée au feu de la révolution. La jeune libyenne de 34 ans, originaire de Benghazi est, au lendemain du début du soulèvement, journaliste pour le Centre des Médias, organisation *ad hoc* créée pour couvrir les événements. Très vite, elle travaille pour la radio *Benghazi Mahali* où elle présente des rapports sur la situation humanitaire dans le pays, puis pour *Shabab Libya FM* où elle parle de la condition féminine. Elle anime un programme très populaire : *Isma'una* (Ecoutez-nous) qui est le premier à parler ouvertement des exactions commises par les milices. Ces dénonciations reliant des groupes armés à

des violations patentes des droits de l'homme, suivies d'une grande manifestation organisée le 21 septembre 2012 appelée "Sauver Benghazi", l'ont contrainte à quitter le pays. Menaces d'enlèvement ou de mort ont en effet eu raison de son engagement médiatique et de son activisme politique au sein même du pays. Elle demeure aujourd'hui une journaliste en exil.

MALICK ALIO MAIGA Mali / Afrique

Malick Ali Maiga était animateur à la radio Adar Koima (« la joie de la colline »), la dernière des six radios de Gao à continuer d'émettre malgré les menaces répétées et pressantes du Mujao et du MNLA qui ont pris la ville en mars 2012. Au volant de sa voiture, il sillonne la ville au milieu de la nuit et observe ces hommes de Dieu se livrer au trafic de drogue et autres exactions. En mai 2012, les hommes du Front de libération de l'Azawad lui "conseillent", au cours d'un passage à tabac en règle, de mieux parler de l'Azawad. Libéré grâce à la mobilisation des gens de Gao, il continue sa mission d'information pour la population de cette ville qu'il aime tant : "Gao c'est chez moi (...) tous ceux qui sont là-bas (...) c'est mes parents". En août 2012, il fait l'objet d'une seconde attaque, de la part du Mujao cette fois. Il venait d'évoquer dans son bulletin d'information la mobilisation populaire qui avait empêchée l'amputation d'un jeune homme accusé de vol. Tabassé à coups de crosse de fusil, abandonné, inconscient, deux heures plus tard, devant l'hôpital de Gao, il décide finalement de gagner Bamako pour se mettre en sécurité. Mais les groupes islamistes n'ont pas eu raison de son engagement et, depuis son exil urbain, il continue à exercer ce métier qu'il aime tant.

SAOUTI HAÏDARA Mali / Afrique

Les images de Saouti Haïdara sur son lit de douleur, le bras dans le plâtre et le visage tuméfié, ont fait le tour de l'Afrique et déclenché dans les médias maliens une « Journée presse morte ». Le 12 juillet 2012, deux mois après avoir été interpellé par les services de renseignement et interrogé sur ses sources, le directeur du quotidien privé *L'Indépendant* a été enlevé dans les locaux de son journal, à Bamako, par une dizaine d'individus armés. Roué de coups de gourdins et de crosses de fusil, puis menacé de mort s'il portait plainte, le doyen de la presse malienne, 62 ans, a finalement été conduit à l'hôpital par des confrères. Les violences infligées à ce journaliste respecté témoignent de la grave détérioration de la situation au Mali, jadis parmi les plus respectueux d'Afrique envers la liberté de l'information.

ALI LMRABET Maroc / MENA

Depuis 2005, Ali Lmrabet est un homme muselé dans son pays : il a été condamné à dix ans d'interdiction de l'exercice de la profession de journaliste pour avoir écrit dans un reportage pour *El Mundo* que les populations sahraouies établies dans les camps de Tindouf en Algérie étaient des "réfugiés" et non des "séquestrés", discours qui va à l'encontre de celui des autorités marocaines. Peine qui n'existe nulle part dans le code pénal marocain. En 2003, la publication, dans son hebdomadaire *Demain*, de caricatures sur la monarchie et la reproduction d'un entretien avec un ancien prisonnier de gauche dans lequel il affirmait être "républicain", lui avait déjà valu d'être condamné à trois ans de prison ferme pour "atteinte au respect dû au roi". Après huit mois d'incarcération et une grève de la faim de 50 jours, il a été libéré en janvier 2004 sur grâce de Mohammed VI. Aujourd'hui, ce journaliste indépendant

vit à Tétouan. Il anime depuis 2011 le site *Demain online*, bravant l'interdiction qui lui a été faite. "Sans censure ni autocensure autre que celle qui touche à l'honneur et à la dignité des personnes", comme il le revendique.

LYDIA CACHO **Mexique / The Americas**

Ses sujets d'élection – les violences et les abus sexuels contre les femmes et les enfants au Mexique – ont valu à Lydia Cacho Ribeiro de nombreuses récompenses internationales – médaille Wallenberg, prix Olof Palme, prix de la liberté de la presse de l'Unesco, entre autres – mais tout autant d'avaries dans son propre pays. Un viol lié à ses enquêtes en 1999, une arrestation en 2005 après la sortie de son livre *Demonios del Eden* qui a contribué à faire tomber un réseau pédophile à grande échelle, un complot avorté du gouverneur de l'Etat de Puebla pour la faire emprisonner et tabasser en 2006, les roues de sa voiture sabotées en 2008 et un exil temporaire en 2011... Ca ne l'a pas empêché de publier en 2013 *Esclavas del Poder* (esclaves du pouvoir) où elle s'attaque à la traite mondiale des femmes.

VERÓNICA BASURTO **Mexique / The Americas**

Couvrir les enquêtes policières est certainement l'une des activités les plus courageuses du journalisme mexicain. En freelance, depuis México, Verónica Basurto s'est attachée à une quête de vérité dans plusieurs affaires de corruption et d'impunité. Avec Laurence Cuvillier, correspondante de *France24*, elle s'est intéressée aux cas de Hugo Alberto Wallace, assassiné en 2005, et à la détention d'une ressortissante française, Florence Cassez. Victime de nombreuses menaces de la part de protagonistes du crime organisé, Verónica Basurto a dû alors se battre à contre-courant d'une justice

hostile. Un climat alarmant qui a contraint la journaliste à changer régulièrement de domicile avant de prendre le chemin de l'exil. Un an d'exil en Espagne qui tombe comme une preuve criante de l'insuffisance du mécanisme de protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme mis en place par le gouvernement mexicain en octobre 2012. Veronica a tout de même choisi de rentrer au pays et de poursuivre son travail d'investigation.

MILKA TADIC MIJOVIC **Monténégro / Union européenne et Balkans**

Avant même l'effondrement de la Yougoslavie de Tito, Milka Tadic Mijovic était associée à l'un des pionniers de la démocratie dans les Balkans : *Monitor*, premier hebdomadaire indépendant du Monténégro. Ses articles pour préserver la paix, protéger les minorités ethniques et lutter contre la corruption lui ont valu une reconnaissance internationale et bien des désagréments locaux : elle a été la première journaliste mise à pied pour ses critiques de la politique agressive de Milosevic. Depuis 2006 et l'indépendance du Monténégro, elle poursuit son combat dans des conditions peut-être pires encore : menaces physiques, pressions financières et harcèlement judiciaire. Directrice de *Monitor*, elle partage avec les quotidiens *Vijesti* et *Dan* le triste privilège d'avoir payé plus de 300 000 euros d'amendes diverses ces dernières années.

MUTABAR TADJIBAYEVA **Ouzbékistan / Europe de l'est et Asie centrale**

Il y a encore six ans, Mutabar Tadjibayeva luttait contre la mort au fond d'une prison ouzbèke. Incarcérée d'octobre 2005 à juin 2008, placée à l'isolement plus d'une centaine de jours et soumise à des sévices monstrueux pour avoir refusé de signer des aveux, cette journaliste indépendante

et défenseuse des droits de l'homme aura payé très cher son engagement. Son crime ? Avoir documenté depuis plusieurs années les violations des droits de l'homme commises par les autorités ouzbèkes, avoir défendu leurs victimes. Et surtout, avoir enquêté sur le massacre d'Andijan en 2005, lorsque les forces de l'ordre ont réprimé dans le sang un mouvement de protestation, au prix de centaines de morts. Libérée en 2008 après avoir été désignée lauréate du prix international Martin-Ennals, elle vit aujourd'hui en France. Et malgré une nouvelle campagne de calomnie, elle n'a rien perdu de sa combativité : elle dirige aujourd'hui l'ONG « Club des Cœurs ardents », qui a lancé le site d'information *Jarayon*. Ce dernier, qui s'appuie sur un vaste réseau de citoyens-journalistes et d'activistes locaux, publie en trois langues et constitue l'une des très rares sources d'information indépendante sur l'Ouzbékistan et les pays voisins.

HAMID MIR **Pakistan / Asie-Pacifique**

Hamid Mir est une star : journaliste, présentateur de télévision, expert en terrorisme et analyste de la sécurité. Tout jeune reporter puis rédacteur en chef du *Daily Pakistan*, il a perdu deux fois son travail pour des articles sur la corruption des dirigeants pakistanais. Du coup, il a collaboré au *Daily Ausaf* à Islamabad en 1997, interviewé par trois fois Ben Laden, avant et après le 11 septembre, et rejoint *Geo TV* en 2002 pour animer son très suivi « Capital Talk ». Un tel statut lui a valu d'innombrables récompenses internationales, mais aussi des agressions policières et politiques (le président Musharraf l'a banni de l'antenne pendant 4 mois en novembre 2007) et surtout des accusations récurrentes de sympathie pour les talibans. Lesquels ont mis les choses au point en plaçant une bombe sous sa voiture après qu'il a défendu véhémentement la célèbre écolière Malala Yousafzai... Le 19 avril 2014,

Hamid Mir a été atteint de plusieurs balles au cours d'une attaque par quatre individus à moto, aux abords de Karachi.

MUHAMMED ZIAUDDIN Pakistan / Asie-Pacifique

Avec 45 ans de carrière, Muhammad Ziauddin est un senior du journalisme pakistanais. Président de la South Asian Free Media Association de 2002 à 2006, il est aujourd'hui le directeur exécutif de *The Express Tribune*. De l'extrémisme religieux au droit des homosexuels, ce journal en langue anglaise adopte depuis sa création un ton résolument libéral. Un positionnement qui lui vaut d'être pris pour cible par de nombreux détracteurs. En décembre 2013, une attaque à la grenade, suivi par une brève fusillade, terrifie l'équipe du journal. En janvier 2014, à Karachi, trois membres du groupe sont abattus froidement par une coalition de militants talibans mécontents de sa ligne éditoriale.

MABEL CACERES Pérou / The Americas

Journaliste expérimentée, Mabel Caceres a fondé en 2000 à Arequipa, deuxième ville du Pérou, l'hebdomadaire *El Buho* (« le hibou »). Elle y dénonce à longueur de colonnes les enrichissements illicites, la corruption endémique ou la reconstitution dans sa région de l'appareil « fujimoriste », du nom de l'ex président Alberto Fujimori, condamné en 2009 à 25 ans de prison pour meurtres et trafic de drogues, entre autres crimes. Du coup, elle a affronté pas moins de 13 procès ces deux dernières années, ce qui en fait sans doute l'une des championnes latino-américaines des poursuites judiciaires. Défendue par une ONG péruvienne, elle reçoit régulièrement des menaces de mort.

ROWENA PARAAN Philippines / Asie-Pacifique

Journaliste expérimentée, Mabel Journaliste depuis plus de 25 ans, anciennement directrice de la recherche au Philippines Center for Investigative Journalism (PCIJ), Rowena Paraan est l'actuelle présidente de l'Union Nationale des Journalistes des Philippines où elle a longtemps dirigé le programme de protection des journalistes. Une problématique de taille dans un pays où le massacre de 32 journalistes dans la ville d'Ampatuan (province de Maguindanao) le 23 novembre 2009, a laissé un traumatisme qui ne s'effacera sans doute jamais. Rowena Paraan conduira par la suite une mission d'enquête visant à déterminer les circonstances du massacre. Surtout, elle n'aura de cesse de réclamer la fin de l'impunité et la justice pour les victimes et leurs familles auprès des autorités. Un engagement qui lui vaut aujourd'hui une poursuite en justice pour outrage. Plus que jamais engagée pour la liberté de l'information, Rowena Paraan dirige *Bayan Mo iPatrol Mo*, un média citoyen impliquant et encourageant les Philippines à révéler les malversations dont ils sont témoins et les dysfonctionnements de la société

JOHNNY BISSAKONOU République centrafricaine / Afrique

Le « porte-parole du citoyen lambda », voilà comment se décrit lui-même Johnny Bissakonou. Blogueur, journaliste, animateur de radio, responsable médias, ses casquettes sont nombreuses, et depuis plusieurs années il s'attache inlassablement à diffuser le plus d'informations possible sur la Centrafrique. Son but ? dénoncer la réalité de la situation dans son pays et œuvrer pour une société plus démocratique. Quand la coalition rebelle Seleka a pris le pouvoir dans le pays en

mars 2012, Johnny Bissakonou a courageusement dénoncé les exactions perpétrées par cette coalition sur la population civile. Cela l'a mené tout droit sur la liste noire de la Seleka... Faisant l'objet de menaces répétées et après la mort de son frère, assassiné par les miliciens qui le recherchaient, il a été contraint de quitter son pays. De son exil, il continue de s'adresser à la population internationale sur son blog et à la radio, en espérant, un jour, pouvoir retourner dans une Centrafrique apaisée.

NICAISE KIBEL BEL'OKA République Démocratique du Congo / Afrique

Lauréat en 2009 du prix *CNN* de la liberté de la presse en Afrique, Nicaise Kibel Bel'Oka a dédié de nombreuses années de sa vie à la défense de la liberté de la presse. Si son travail est salué par les journalistes internationaux, les autorités congolaises préfèrent, elles, le récompenser par des arrestations. La dernière date de septembre 2012, et concerne une accusation de « diffamation » portée par le responsable des douanes de Beni au Nord Kivu. Lors du procès, la justice congolaise requiert un an de prison ferme et 100 000 dollars d'amende à l'encontre de Nicaise Kibel Bel'Oka qui a pourtant fourni noir sur blanc les preuves de tout ce qu'il avançait dans l'article. Mais dans un pays où les procès en diffamation se jugent sur "l'intention de nuire" plutôt que la véracité des faits, "la loi congolaise sur la diffamation ne protège pas la presse, elle protège les plus forts, ceux qui ont de l'argent et du pouvoir" nous explique Nicaise. La justice continue de faire la sourde oreille alors que le le procès en appel du journaliste a pour l'instant été reporté dix-neuf fois.

TSHIVIS TSHIVUADI **République Démocratique du Congo / Afrique**

Depuis maintenant plus de quinze ans, Tshivis Tshivuadi, Secrétaire général de Journaliste en danger, œuvre inlassablement pour la liberté de l'information en République Démocratique du Congo. Les premières menaces de mort qu'il reçoit en 2006, bien loin de le faire rentrer dans le rang, le poussent à poursuivre son combat. Le 1er septembre 2011 sa vie est de nouveau menacée et on le taxe d'être un opposant au régime. Imperturbable, Tshivis Tshivuadi continue sans relâche d'œuvrer pour permettre aux médias congolais de travailler librement. Quand, en octobre 2012, un journaliste est menacé par le mouvement rebelle du M23 il n'hésite pas à dénoncer haut et fort ces tentatives d'intimidation... avec succès puisque les responsables du M23 s'excusent alors. Le 3 mai 2013 l'organisation JED lance un appel fort : « Brisez les chaînes de la censure et de l'autocensure », message courageux dans un pays qui, malgré des engagements de façade, mène la vie dure aux journalistes.

AKSANA PANOVA **Russie / Europe de l'est et Asie centrale**

Aksana Panova paie cher son obstination à dénoncer la corruption et l'incurie des potentats locaux de la région d'Ekaterinbourg, dans l'Oural : elle a l'interdiction d'exercer sa profession jusque fin 2015. La liberté de ton du site d'information qu'elle avait fondé en 2006 et dont elle était rédactrice en chef, Ura.ru, l'avait rapidement rendu très populaire. L'état de délabrement des routes, la lutte contre la drogue, la corruption de la police... Il couvrait les sujets les plus divers. Mais dans cette région qui compte parmi les premiers centres industriels et pétroliers du pays, les adversaires d'Aksana Panova sont puissants. Evincée d'Ura.ru, elle crée en 2012 Znak.

com, où elle est rejointe par une grande partie de sa rédaction. Mais une cascade de poursuites judiciaires s'abat bientôt sur elle. Sitôt qu'une accusation se dégonfle, une autre la remplace : au terme d'un an et demi de contentieux, elle est innocentée dans deux affaires et dispensée de peine dans une troisième. Mais un homme d'affaires vient opportunément porter plainte pour des dommages qu'il aurait subis cinq ans auparavant et parvient à la faire condamner pour « extorsion de fonds » : une amende, deux ans de prison avec sursis et autant de silence journalistique.

SVETLANA REITER **Russie / Europe de l'est et Asie centrale**

Lorsque Svetlana Reiter reçoit le prix du journalisme politique Politprosvet, en 2013, elle se sent obligée de rappeler qu'elle s'intéresse avant tout aux sujets de société. Paradoxe d'un pays où politique et sociétal s'entremêlent de plus en plus étroitement. Caractéristique, aussi, d'une forme de journalisme du quotidien, à hauteur d'homme, à mille lieues des idéologies et des jeux de pouvoir. Svetlana Reiter ausculte le système pénitentiaire, la violence policière, elle va à la rencontre de jeunes autistes, de militants qui promeuvent d'autres politiques de lutte contre la drogue... Elle donne la parole à un jeune Caucasien attaqué par des nationalistes et aux policiers qui l'ont sauvé pour suggérer que derrière l'histoire de haine et de sang relayée par les médias, il y a aussi une histoire « de décence, d'espoir et d'amitié ». Ce sont ses enquêtes sur les prisonniers politiques de Bolotnaïa et les violences policières à Kazan qui seront récompensées par le prix Politprosvet. Mais d'autres articles lui valent des ennuis : en septembre 2012, pour une interview sur la torture en Tchétchénie, Svetlana Reiter est convoquée par le FSB en tant que témoin dans une enquête visant le directeur du Comité contre la torture. En mars 2014, comme la plupart de ses

collègues, Svetlana Reiter claque la porte du site d'information Lenta.ru, réputé pour son indépendance et brusquement repris en main par le Kremlin.

AGNES UWIMANA NKUSI **Rwanda / Afrique**

Agnès Uwimana Nkusi est une journaliste rwandaise au courage indicible. Directrice du bimensuel privé *Umurabyo*, elle a été arrêtée une première fois en 2007. A l'époque, jugée coupable « d'incitation à la désobéissance civile », de « divisionnisme », et de « négation du génocide », elle est condamnée à deux ans de prison ferme. Après avoir purgé sa peine elle reprend ses activités sans courber l'échine devant le régime ou les mises en garde inquiétantes du Haut conseil des médias. A peine un an plus tard, la revoilà devant les tribunaux, tout simplement pour avoir continué son travail d'information. Cette fois-ci, elle est jugée coupable de diffamation et écope de 17 ans de prison, une peine démesurément lourde mais toutefois inférieure aux trente-trois ans requis par la justice rwandaise. Son état de santé déjà mauvais, se dégrade rapidement. Le 5 avril 2012 la Cour suprême du Rwanda réduit sa peine à quatre ans, décision faussement généreuse qui est encore loin de la libération et de l'abandon des charges réclamées par les associations de défense de la liberté de la presse.

BRANKICA STANKOVI **Serbie / Union européenne et Balkans**

Être journaliste d'investigation dans les Balkans n'est pas un exercice facile. Brankica Stankovi en sait quelque chose. La journaliste serbe dirige le magazine *Insajder* depuis 2004, le programme d'investigation phare du groupe B92. En novembre 2009, lorsqu'elle s'attaque à l'épineux sujet des liens entre le crime organisé

et les hooligans du club de football du Partizan Belgrade, elle ne fait que son métier. Probablement pour la dernière fois en toute liberté. Alors que les menaces de mort se succèdent et les intimidations se multiplient - une poupée gonflable à son effigie est maltraitée dans les tribunes du Stade du Partizan - la police décide de placer la journaliste sous protection. La journaliste continue malgré tout ses enquêtes sur le crime organisé et la corruption.

BLAŽ ZGAGA

Slovénie / Union européenne et Balkans

Journaliste d'investigation freelance basé à Ljubljana, Blaž Zgaga s'est plongé dans l'histoire sombre des Balkans pour publier « *Au nom de l'État* », un best-seller sur le trafic d'armes, une spécialité régionale dans les années 90. En 2000 déjà, il dévoile l'existence d'opérations clandestines des services secrets américains dans les Balkans. Risquant jusqu'à 5 ans de prison pour avoir révélé des « secrets militaires », il est acquitté. Loin d'être découragé par ces poursuites, il récidive et provoque un séisme politique en Slovénie en exposant une affaire de corruption. En toile de fond, l'achat d'armes à une société finlandaise par le ministère de la Défense slovène. Cette enquête, fruit d'une collaboration avec un journaliste finlandais, fait tomber de nombreuses figures publiques, dont un ancien premier ministre slovène, Janez Janša, condamné en juin 2013 à deux ans de prison.

M. V. KANAMYILNAATHAN **Sri Lanka / Asie-Pacifique**

Plus de cinquante ans de journalisme, et dans quelles conditions ! Ayant travaillé dans tous les journaux en langue tamoule du Sri Lanka, M. V. Kaanamyilnaathan a pris en 1985 à Jaffna la barre d'*Uthayan*, deux ans après l'embrasement de la guerre civile. Parmi les 100 000 morts que celle-ci a

causés, des dizaines d'employés du premier quotidien tamoul : bombardements, mitraillages, grenadages, assassinats ont tenté de faire taire une voix tenant la balance égale entre le gouvernement central et la rébellion tamoule. Cinq ans après la fin officielle du conflit, M. V. Kaanamyilnaathan, qui a échappé en 2001 à un attentat, et son journal continuent à déplaire. En 2013, une série d'articles dénonçant l'appropriation de terres par l'armée sri-lankaise a été suivie d'une attaque brutale par six hommes masqués.

RAZAN ZAITOUNEH

Syrie / MENA

Le 9 décembre 2013, Razan Zaitouneh a été enlevée par des inconnus, que d'aucuns disent être affiliés au groupe salafiste Jaysh Al-Islam alors qu'elle se cachait dans la banlieue de Damas pour échapper aux forces gouvernementales. Avec elle, son mari et deux collègues du VDC (Violations Documentation Center in Syria) qu'elle a fondé en 2011. L'avocate, écrivaine et militante des droits de l'homme, couronnée par de nombreux prix dont le prix Sakharov pour la liberté de pensée 2011 et le prix international Femme de courage 2013, se savait menacée de toutes parts et avait enregistré un message vidéo cinq jours avant sa disparition : « Je salue les milliers d'hommes et de femmes qui travaillent silencieusement et au ras du sol pour réaliser leur rêve de liberté et de justice. »

NURIDDIN KARCHIBOEV

Tadjikistan / Europe de l'est et Asie centrale

Auteur de plus de 600 articles et rapports au cours de ses trente ans de carrière, Nuriddin Karchiboev aime à dire qu'il est tombé dans le journalisme dès son plus jeune âge : à l'école déjà, il signait ses premiers articles dans des journaux pour enfants. Mais c'est sa haute idée de ce métier qui le fait connaître aujourd'hui : à la tête de l'Association nationale

des médias indépendants du Tadjikistan (NANSMIT), qu'il a cofondée en 1999, il défend sans relâche ses collègues face aux pressions, promeut les plus hauts standards éthiques et démocratiques, et se bat pour faire évoluer la législation tadjike dans un sens favorable à la liberté de l'information. Dans un pays traumatisé par la guerre civile et face aux velléités autoritaires d'un pouvoir inamovible, NANSMIT est devenu le fer de lance et le bouclier du journalisme indépendant, l'incubateur d'une culture médiatique démocratique et pluraliste. L'association recense les violations de la liberté de la presse, organise tables rondes et sessions de formation, et compte aujourd'hui trois branches locales et trois centres de soutien juridique à travers le pays.

CHIRANUCH PREMCHAIPORN

Thaïlande / Asie-Pacifique

Chiranuch Premchaiporn, plus connue sous le nom de « Jiew », est la directrice du quotidien en ligne *Prachatai*. En 2010, la journaliste est brièvement arrêtée puis poursuivie en justice pour « crime de lèse majesté ». En vertu du draconien « Computer Crimes Act », elle risque jusqu'à 50 ans de prison. Les faits, datant de 2008, sont pourtant maigres : il est reproché à Jiew de ne pas avoir retiré assez rapidement des commentaires jugés « offensant pour la monarchie ». Victime d'un véritable harcèlement judiciaire qui a duré plus de 3 ans, durant lesquels elle fera tout pour contrecarrer la censure de son site d'information, Jiew est finalement condamnée à 8 mois de prison et 20000 bahts (US\$635) d'amende en 2012, mais évite la prison. Déterminée à faire valoir ses droits et à obtenir gain de cause, elle fait cependant appel de la décision de la Cour. Mais la justice s'obstine et montre toute son inflexibilité. Le combat de Chiranuch Premchaiporn pour la liberté de la presse est aussi un révélateur de la dureté

de l'appareil judiciaire thaïlandais et du caractère répressif de certaines lois qui, au lieu de protéger la monarchie, sont devenues des armes politiques à l'encontre des voix critiques et indépendantes.

JOSÉ BELO

Timor Oriental / Asie-Pacifique

Menotté, pendu par les pieds, électrocuté, battu, brûlé et emprisonné pendant trois ans : José Antonio Belo a appris à résister à tout dans les années 90, lors de l'occupation indonésienne. Et aussi en 2008, lorsque la justice de son pays, indépendant depuis peu, l'a menacé de sept ans de détention pour avoir accusé de corruption le ministre... de la Justice. Aujourd'hui, le fondateur de l'intransigeant hebdomadaire *Tempo Semanal* et président du syndicat des journalistes est-timorais mène un nouveau combat : contre la loi sur les médias que mijotent le parlement et le gouvernement de Dili. Selon lui, « elle attribue des pouvoirs excessifs à un Conseil national des médias nommé par le gouvernement ». Il se dit prêt à retourner en prison pour qu'elle ne passe pas.

KALAFI MOALA

Tonga / Asie-Pacifique

«L'information est la clé du changement de toutes les sociétés, [...] la victoire de la liberté de la presse est la victoire du peuple». Tel est le motto de Kalafi Moala, éditeur et directeur de Taimi Media Network, dans la capitale de l'archipel, Nuku'alofa. En 1989, à une époque où seuls le régime autoritaire et l'église détenaient des médias, Kalafi Moala lance *Taimi O Tonga*, premier hebdomadaire tongien indépendant, et l'un des plus controversés de toute la région pacifique. En 1996, Kalafi Moala et ses collaborateurs sont condamnés à 30 jours de prison pour leurs publications jugées séditionnelles car en faveur de la démocratie. Obstiné, le journaliste parvient tout de même à écrire des éditoriaux

sur du papier toilette qu'il fait sortir de prison au rythme des visites dont il bénéficie, et publie ainsi durant quatre semaines. Interdit de publication en 2003 puis à nouveau en 2004, Kalafi tient bon. En 2009, il acquiert le *Tonga Chronicle*, premier journal du pays lancé par le gouvernement. Deux ans plus tard, il lance un site Internet, www.taimionline.com, qui diffuse notamment en streaming les radios du groupe de média. A travers les médias et des associations, telle que la Pacific Island Media Association, Kalafi Moala continue de se battre pour la liberté de la presse et d'inspirer de nombreuses vocations dans la région.

FAHEM BOUKADOUS

Tunisie / MENA

Au nom du droit à l'information, Fahem Boukadous a tout connu : la torture, la clandestinité, la prison et plusieurs grèves de la faim. Militant des droits humains sous l'ère d'un Ben Ali qui n'autorisait aucune liberté d'opinion, Fahem Boukadous est l'un des rares journalistes à avoir couvert en 2008 la révolte du peuple des mines à Gafsa. Condamné en 2010, il s'apprêtait à croupir quatre longues années dans sa cellule. C'était sans compter sur la révolution du 14 janvier 2011 qui bouleversa l'histoire de la Tunisie et permit au journaliste de retrouver sa liberté et de reprendre le chemin de la lutte. En 2011, il fonde avec plusieurs autres militants, le Centre de Tunis pour la Liberté de la presse (CTLP), qui se donne pour objectifs d'observer les exactions à l'encontre des journalistes tunisiens, de participer à la réforme du secteur médias et de former à la déontologie journalistique.

NAJIBA HAMROUNI

Tunisie / MENA

Reconnue par ses pairs comme étant un modèle d'intégrité, Nejiba Hamrouni n'a ménagé aucun effort pour défendre la liberté de la presse. Simple

adhérente de l'association des journalistes tunisiens (AJT), elle devient en 2008, trésorière du tout premier Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT). Nejiba Hamrouni y sera par la suite élue présidente, en 2011. Son courage et sa volonté lui ont permis de défendre les journalistes tunisiens et leurs conditions de travail, tout en insistant sur la rupture nécessaire des médias nationaux avec les pratiques de l'ancien régime. Elle a reçu fin 2013, le prix de l'Akademia pour la liberté de la presse.

HASAN CEMAL

Turquie / Europe de l'est et Asie centrale

« Je maudis votre journalisme, si vous pensez que c'est ce que vous faites ! » Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan ne mâche pas ses mots, en mars 2013, lorsqu'il accuse le quotidien *Milliyet* de compromettre le processus de paix avec la rébellion kurde en rendant publiques les notes des premiers pourparlers. La salve vise en partie Hasan Cemal, célèbre chroniqueur de *Milliyet* qui défend son journal et estime que chacun doit faire son travail. Il sera bientôt poussé à la démission. Si quelqu'un est attaché à la paix et à la réconciliation, c'est pourtant bien lui. Mais il est aussi habitué à briser les tabous. Au plus fort des combats entre Ankara et les rebelles kurdes du PKK, il compte parmi la poignée de journalistes qui vont interviewer ces derniers dans leur base arrière du Mont Kandil. En 2012, il signe un livre dont le titre aurait suffi à lui valoir la prison quelques années plus tôt : « 1915, le génocide des Arméniens ». Signe des changements qui traversent la société turque, l'ouvrage devient rapidement un best-seller. Le célèbre journaliste de 70 ans, qui travaille aujourd'hui pour le site d'information T24, n'en reste pas moins l'objet de campagnes de haine et de calomnie régulièrement lancées par les milieux d'extrême-droite.

OLEKSIY MATSUKA Ukraine / Europe de l'est et Asie centrale

Le 12 avril 2014, la voiture d'Oleksiy Matsuka est incendiée devant chez lui, à Donetsk. Quelques jours plus tard, alors que la tension monte dans l'est de l'Ukraine, son portrait circule avec la mention « Attention, traître ! ». Le journaliste de 31 ans n'en est pas à sa première vague de menaces. Le site d'information qu'il dirige depuis dix ans, *Novosti Donbassa*, fait référence sur l'actualité de la région. Il couvre les sujets les plus sensibles : corruption, luttes d'influence, prises illégales d'intérêts, abus de pouvoir... Depuis l'été 2013, Oleksiy Matsuka prolonge ses investigations avec le projet *Donetskaïa Pravda*, qui passe au crible l'utilisation de l'argent public par les administrations locales, l'organisation des appels d'offres et la collusion d'intérêts publics et privés. Peu après le lancement de cette initiative, le journaliste et ses collègues commencent à faire l'objet d'une étroite surveillance, de menaces et d'étranges avertissements. Des incidents qui ne sont pas sans rappeler les désagréments subis par Oleksiy Matsuka en 2011 : son appartement avait été incendié par des inconnus, qui avaient bloqué la sortie et déposé une couronne mortuaire devant la porte. Fort heureusement, le journaliste n'était pas chez lui.

SERHIY LECHTENKO Ukraine / Europe de l'est et Asie centrale

Au lendemain de la fuite du président ukrainien Viktor Ianoukovitch, le 22 février 2014, le monde découvre ébahi le luxe de sa résidence de Mejhirya. Mais Serhiy Lechtchenko est tout sauf surpris. Lustres, marbre, zoo privé, collection de voitures, aérodrome sur la rive du Dniepr... Il a déjà décrit tout cela par le menu. Il a souligné le décalage abyssal entre ces richesses et le revenu officiel du Président. Et il a enquêté en profondeur sur

l'origine de ces fonds. Serhiy Lechtchenko rejoint *Oukraïnskaïa Pravda* en 2000, quelques jours avant que le fondateur de ce site d'information indépendant, Georgui Gongadzé, ne soit assassiné. Il en est aujourd'hui le rédacteur en chef adjoint. Avec son collègue Mustafa Nayyem, il devient rapidement l'un des meilleurs spécialistes de la corruption des élites économiques et politiques ukrainiennes. Critique des promesses déçues de la Révolution orange, il n'en est pas moins l'un des observateurs les plus lucides de la dérive oligarchique et liberticide du régime de Viktor Ianoukovitch. Les investigations du journaliste sont indissociables de son engagement citoyen : il contribue à lancer le mouvement de défense de la liberté de la presse « Stop Censorship ! » et la campagne « Tchesno » en faveur de la transparence et la responsabilité financière. Son blog est l'un des plus populaires du pays.

GLENN GREENWALD USA / The Americas

Glenn Greenwald, ancien avocat, journaliste et blogueur vedette de l'édition américaine du *Guardian*, restera à jamais comme le journaliste derrière les révélations d'Edward Snowden. Nous sommes en mai 2012 lorsqu'il rejoint dans une petite chambre d'hôtel à Hong Kong celui qui deviendra quelques jours plus tard le plus célèbre lanceur d'alerte de l'histoire. Il confie au journaliste américain des dizaines de milliers de documents classés top secret montrant l'ampleur des pratiques de surveillance massive des services de renseignements américains et britanniques. Seul, depuis Rio de Janeiro où il s'est installé, Greenwald fait trembler sur ses bases la première puissance mondiale et son allié britannique. Barack Obama et David Cameron sont confrontés publiquement et preuves à l'appui aux abus de leurs services de renseignements. Et doivent essayer une tempête

diplomatique et une levée de bouclier des sociétés civiles et des défenseurs d'un Internet libre. Le travail de Glenn Greenwald aura largement contribué à l'attribution du prestigieux prix Pulitzer au *Guardian US* pour ses « révélations sur la surveillance massive de la NSA » et pour avoir suscité « un débat sur la relation entre le gouvernement [américain] et le public sur les questions de sécurité et de vie privée ».

LAURA POITRAS USA / The Americas

Sans Laura Poitras, la rencontre entre Edward Snowden et Glenn Greenwald n'aurait peut-être jamais eu lieu. Lorsque le lanceur d'alerte contacte Glenn Greenwald fin 2011, ce dernier renâcle à utiliser des standards élevés de chiffrement des communications. Snowden se tourne alors vers Poitras, pour qui ces techniques sont plus familières. On comprend aisément pourquoi. La documentariste est dans le collimateur des autorités américaines depuis qu'elle a réalisé « My country, My Country » en 2006, un documentaire sur la guerre d'Irak nominé aux Oscars. Sur ses billets d'avion figure la marque « SSSS », pour « Secondary Security Screening Selection ». Une mesure de sécurité américaine qui contraint Poitras à subir des interrogatoires approfondis à chacun de ses déplacements internationaux. Elle peut se targuer d'avoir passé plus de 40 interrogatoires à l'occasion desquels son matériel informatique est régulièrement saisi pour inspection. Il ne lui sera pourtant jamais signifié la raison de cet acharnement. Aujourd'hui installée à Berlin, Laura Poitras poursuit son travail avec Glenn Greenwald autour des révélations sur les pratiques de surveillance de la NSA et son travail de documentariste lui vaut de nombreuses récompenses et distinctions.

LE NGOC THANH Vietnam / Asie-Pacifique

Anton Le Ngoc Thanh est à la fois journaliste et prêtre catholique. Son travail pour le *Vietnam Redemporist News*, un média catholique pour lequel il travaille depuis les années 1990, lui a déjà valu de nombreux problèmes avec les autorités vietnamiennes. En 2012, il est interpellé alors qu'il se rend à Bac Lieu, dans le sud du pays, où une femme s'est immolée par le feu pour protester contre le procès de sa fille blogueuse, la célèbre Ta Phong Tan. Il est alors détenu plusieurs heures pour avoir « causé un accident de la route » en se déplaçant à pieds. En 2013, il est à nouveau arrêté au cours d'une manifestation de soutien à Dinh Nhat Uy, jugé pour avoir organisé une campagne de libération de son jeune frère. Le Ngoc Thanh fait l'objet d'une surveillance policière constante et se voit régulièrement empêché de couvrir et de faire connaître les infractions aux droits humains dont il est témoin.

PHAM CHI DUNG Vietnam / Asie-Pacifique

Comme certains ayant vu de près les malversations perpétrées par la Nomenklatura, Pham Chi Dung a rendu sa carte du Parti pour se consacrer à l'écriture et développer une pensée critique du pouvoir. Longtemps officier, Pham Chi Dung a travaillé à Ho Chi Minh Ville comme assistant de Truong Tan Sang, devenu président de la République en 2011. Il y effectue des recherches sur la sécurité publique et l'idéologie culturelle, économique et religieuse dominante. Ses articles dénonçant la corruption et les défaillances du pouvoir lui valent une arrestation en juillet 2012, pour « conspiration visant à renverser le gouvernement » et « propagande contre l'Etat ». Il sort de prison 7 mois plus tard, l'enquête ayant été suspendue. Mais son doctorat d'économie, ses 11 livres et ses innombrables interventions à la

BBC, à *RFI* et à *Radio Free Asia* ne le protègent toujours pas : en février 2014, son passeport lui a été confisqué au moment où il embarquait pour Genève, invité à une conférence sur les droits et les libertés au Vietnam.

TRUONG DUYNHAT Vietnam / Asie-Pacifique

Après avoir commencé sa carrière de journaliste dans des publications régionales de la police puis au quotidien *Đ i Đoàn K t* (« Grande solidarité »), Truong Duy Nhat est devenu un blogueur aguerri. En 2010 il démissionne et lance son propre blog « Un autre point de vue » (truongduynhat.vn), puis un an plus tard truongduynhat.org. Il a publié en trois ans plus de 1 000 articles en ligne, la plupart de son cru. Après quatre injonctions de fermer ses blogs, la sentence est tombée en mai 2013 : arrestation et condamnation à deux ans de prison pour 12 articles sulfureux. En octobre 2012, il avait écrit : « Je ne suis ni un criminel ni un réactionnaire. Les menottes et les pistolets ne devraient pas être utilisés contre les blogueurs qui sacrifient leurs intérêts personnels en écrivant sans détours pour aider à des changements dans le parti et dans le peuple. »

ABDUL BARY TAHER Yemen / MENA

Abdul Bary Taher est une figure emblématique de la liberté de la presse dans son pays, le Yémen. Journaliste, il a commencé sa carrière en 1973 dans les colonnes du quotidien politique *Al-Thawri*. Il en sera le rédacteur en chef de 1990 à 1992. Il paiera le prix de son indépendance et de la liberté de ton de ses éditos. Victime d'un acharnement des autorités yéménites, il est interpellé à cinq reprises et a connu la prison. Membre fondateur du Syndicat des journalistes yéménites, il en devient le président en 1976. Une fonction qu'il exercera jusqu'en 1984. En 1979, il est élu directeur général adjoint de

l'Union des journalistes arabes. Ardent défenseur de la liberté de la presse, il a reçu le premier prix de la liberté de la presse 2013, décerné par l'ONG yéménite Freedom Foundation.